

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 00077

Numéro SIREN : 379 706 344

Nom ou dénomination : NEXTER SYSTEMS

Ce dépôt a été enregistré le 03/05/2022 sous le numéro de dépôt 8344

Certifié conforme
Le Directeur Général

NEXTER SYSTEMS

13, route de la Minière

78000 VERSAILLES

Etats financiers au 31 décembre 2021

NEXTER SYSTEMS
Bilan Actif au 31 décembre 2021 en milliers d'euro

Rubriques	Montant Brut	Amort-Prov	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT				
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT				
CONCESSIONS, BREVETS, DROITS SIMILAIRES	26 671	(20 259)	6 412	5 888
FONDS COMMERCIAL				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 115		10 115	4 657
AVANCES, ACOMPTES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	31 750	(7 203)	24 547	24 186
CONSTRUCTIONS	114 020	(59 152)	54 868	42 370
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIEL ET OUTILLAGE	87 361	(58 720)	28 641	19 062
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 259	(28 036)	9 223	7 899
IMMOBILISATIONS EN COURS	11 602		11 602	23 141
AVANCES, ACOMPTES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
AUTRES PARTICIPATIONS	322 044	(44 199)	277 845	277 598
CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS	3 128	(292)	2 836	2 125
AUTRES TITRES IMMOBILISÉS				
PRÊTS	121		121	160
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 457		2 457	2 222
ACTIF IMMOBILISE	646 527	(217 860)	428 667	409 307
STOCKS ET EN-COURS				
MATIÈRES PREMIÈRES, APPROVISIONNEMENTS	177 979	(39 704)	138 275	111 568
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS	90 467		90 467	(13 994)
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINIS	66 542	(10 851)	55 691	61 782
MARCHANDISES				
AVANCES, ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	118 767		118 767	116 255
CREANCES				
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	882 799	(1 260)	881 539	937 333
AUTRES CRÉANCES	40 994	(181)	40 813	35 008
CAPITAL SOUSCRIT ET APPELÉ, NON VERSÉ				
DIVERS				
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	319 559	(653)	318 906	291 080
DISPONIBILITÉS	83 379		83 379	74 989
COMPTES DE REGULARISATION				
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	9 707		9 707	1 507
ACTIF CIRCULANT	1 790 193	(52 649)	1 737 544	1 615 528
FRAIS D'ÉMISSION D'EMPRUNTS À ÉTALER				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	548		548	423
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF				
TOTAL ACTIF	2 437 267	(270 508)	2 166 759	2 025 257

NEXTER SYSTEMS
Bilan Passif au 31 décembre 2021 en milliers d'euro

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAL SOCIAL OU INDIVIDUEL	107 772	107 772
PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT	18 301	18 301
ECARTS DE RÉÉVALUATION		
RÉSERVE LÉGALE	10 777	10 777
RÉSERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RÉSERVES RÉGLEMENTÉES	245	245
AUTRES RÉSERVES	1 762	1 762
REPORT À NOUVEAU	236 441	234 904
RESULTAT DE L'EXERCICE	15 795	26 034
RESULTAT N-1 EN ATTENTE D'AFFECTATION		
ACOMPTES SUR DIVIDENDES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	1 655	
PROVISIONS REGLEMENTEES	3 006	3 006
CAPITAUX PROPRES	395 755	402 802
PRODUITS DES ÉMISSIONS DE TITRES PARTICIPATIFS		
AVANCES CONDITIONNÉES		
AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES	100 903	70 737
PROVISIONS POUR CHARGES	77 399	96 041
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	178 302	166 778
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES		
AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	63	56
EMPRUNTS, DETTES FINANCIÈRES DIVERS	21 493	16 498
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS	873 027	787 904
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	183 724	204 339
DETTES FISCALES ET SOCIALES	171 682	166 379
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHÉS	136	
AUTRES DETTES	340 929	278 872
COMPTES DE REGULARISATION		
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	1 286	1 384
DETTES	1 592 340	1 455 432
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	361	246
TOTAL PASSIF	2 166 759	2 025 257

Résultat de l'exercice en centimes **15 795 467,24**

Total du bilan en centimes **2 166 758 630,38**

NEXTER SYSTEMS
Compte de résultat 31 décembre 2021 en milliers d'euro

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
VENTES DE MARCHANDISES				
PRODUCTION VENDUE - BIENS	380 505	215 365	595 870	554 079
PRODUCTION VENDUE - SERVICES	192 094	27 756	219 850	189 672
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	572 600	243 121	815 720	743 751
PRODUCTION STOCKÉE			103 380	114 247
PRODUCTION IMMOBILISÉE			108	103
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			222	
REPRISES SUR AMORT ET PROV, TRANSFERTS DE CHARGES			24 703	20 560
AUTRES PRODUITS			30 090	29 492
PRODUITS D'EXPLOITATION			974 224	908 153
ACHATS DE MARCHANDISES Y COMPRIS DROITS DE DOUANE				(14)
VARIATION DE STOCK (MARCHANDISES)				
ACHATS MAT PREMIÈRES, AUTRES APPROVISIONNEMENTS			(259 398)	(249 368)
VARIATION DE STOCK (MAT PREMIÈRES ET APPRO)			27 102	15 897
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES			(395 015)	(338 861)
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			(14 278)	(14 630)
SALAIRES ET TRAITEMENTS			(176 392)	(158 606)
CHARGES SOCIALES			(80 778)	(72 197)
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS			(14 031)	(11 691)
SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX PROVISIONS				
SUR ACTIF CIRCULANT DOTATIONS AUX PROVISIONS			(3 061)	(3 618)
POUR RISQUES ET CHARGES DOTATIONS AUX PROVISIONS			(42 798)	(46 311)
AUTRES CHARGES			(8 191)	(7 739)
CHARGES D'EXPLOITATION			(966 839)	(887 138)
RESULTAT D'EXPLOITATION			7 385	21 015
OPERATIONS EN COMMUN				
OP EN COMMUNS - BÉNÉFICE ATRIBUÉ, PERTE TRANSFÉRÉE				
OP EN COMMUN PERTE SUPPORTÉE, BÉNÉFICE TRANSFÉRÉ				
PRODUITS FINANCIERS				
PRODUITS FINANCIERS DE PARTICIPATIONS			8 966	18 470
PDTS DES AUTRES VAL MOB ET CRÉANCE DE L'ACTIF IMMO				
AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			2 210	428
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES			1 519	8 002
DIFFÉRENCES POSITIVES DE CHANGE			4 346	1 158
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VAL MOB DE PLACEMENT			365	702
PRODUITS FINANCIERS			17 407	28 760
DOT FINANCIÈRES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			(1 606)	(6 056)
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS			(208)	(188)
DIFFÉRENCES NÉGATIVES DE CHANGE			(2 089)	(2 694)
CHARGES NETTES SUR CESSION DE VAL MOB DE PLACEMENT			(1 293)	(4 475)
CHARGES FINANCIÈRES			(5 196)	(13 414)
RESULTAT FINANCIER			12 211	15 347
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			19 595	36 361

NEXTER SYSTEMS
Compte de résultat 31 décembre 2021 en milliers d'euro

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS DE GESTION PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES	251	177
PRODUITS EXCEPTIONNELS	251	177
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPÉRATIONS DE GESTION CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL DOT EXCEP AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(16) (55) (100)	(3 587) (62)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(171)	(3 649)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	80	(3 472)
PARTICIPATION DES SALARIÉS AU RÉG DE L'ENTREPRISE IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	(1 840) (2 040)	(1 561) (5 294)
TOTAL DES PRODUITS	991 882	937 090
TOTAL DES CHARGES	(976 086)	(911 056)
BENEFICE OU PERTE	15 795	26 034

ANNEXE

I FAITS CARACTERISTIQUES

Aucun fait caractéristique n'est intervenu au cours de l'exercice de nature à affecter la lecture comparative des états financiers.

II REGLES ET METHODES

Les comptes annuels de Nexter Systems sont établis conformément au PCG (Plan Comptable Général) et aux principes généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement et d'industrialisation

Les frais de recherche et de développement autofinancés sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont exposés.

Les frais de recherche et développement et d'industrialisation, spécifiques à des contrats, sont intégrés dans les résultats à fin d'affaire desdits contrats et donc pris en résultat de la période au fur et à mesure des livraisons des contrats concernés.

Brevets, logiciels, concessions et autres valeurs incorporelles

Les brevets, logiciels, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition.

Leur durée d'utilisation ressort à :

	Durées	Mode
Brevets	5 ans	Linéaire
Logiciels	7 ans	Linéaire
Droit au Bail	Non amortissable	N/A

Immobilisations corporelles

Les règles édictées par le CRC n°2002-10, CRC n° 2003-07 et CRC n°2004-06 sont appliquées.

L'approche par composant est mise en œuvre si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'actif ont chacun une utilisation différente ou procurent des avantages économiques à la société selon un rythme différent. Chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun des éléments est retenu.

Dans le cas contraire, l'immobilisation reste un bien non décomposable.

Les plans d'amortissement sont déterminés selon la nature, la durée et les conditions probables d'utilisation des biens, en prenant en compte la valeur résiduelle du bien si celle-ci est significative.

Les durées et modes d'amortissements économiques généralement retenus pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

a) Biens immobiliers

	Durées	Mode
Structure	35 ans	Linéaire
Couverture	25 ans	Linéaire
Agencements, aménagements et Installations	15 ans	Linéaire
Biens non décomposés	25 ans	Linéaire

b) Biens mobiliers

Les durées sont déclinées par famille et par composant :

	Durées	Mode
Installations complexes et à caractère spécifique	10 ans à 15 ans	Linéaire
Machines-outils, autres appareils de fabrication, équipement et matériel de mesure	12 ans à 15 ans	Linéaire
Outillages	10 ans à 15 ans	Linéaire
Outillages spécifiques	15 ans	Linéaire
Matériel de transport	12 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 ans	Linéaire

Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

A la fin de chaque exercice, la société apprécie s'il existe un indice interne ou externe quelconque montrant qu'une immobilisation corporelle ou incorporelle a perdu notablement de la valeur.

Les immobilisations corporelles et incorporelles amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice interne ou externe de perte de valeur est décelé. Si la perte de valeur est avérée, une dépréciation est constatée et le plan d'amortissement potentiellement revu en conséquence.

Le test de dépréciation effectué sur le mali technique classé en autres immobilisations financières est réalisé sur l'ensemble composé de l'actif sous-jacent et de la quote-part du mali affectée à cet actif.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est évaluée au coût d'achat historique d'entrée dans le patrimoine hors frais accessoires.

Pour les sociétés contrôlées et les participations faisant partie d'une stratégie durable de la société, la valeur d'inventaire est appréciée d'après la valeur d'usage, cette dernière étant déterminée à partir de la quote-part des capitaux propres de la filiale et compte tenu des perspectives d'activité à moyen terme.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation est constituée à hauteur du montant de cette différence.

Contrats à long terme

Pour les contrats à long terme, une prévision de résultat à fin d'affaire est déterminée lors de l'enregistrement en carnet de commandes et est ré-estimée à chaque arrêté de comptes selon les hypothèses les plus vraisemblables à cette date.

Cette prévision de résultat comprend notamment la prise en compte des pénalités correspondant aux retards effectifs ou prévus en fonction du calendrier prévisionnel de livraison du contrat. Il existe quatre types de pénalités : pénalités définitives, pénalités notifiées (par le client), pénalités encourues (livraison réalisée) et pénalités potentielles (livraison à venir).

Les résultats sont constatés en résultat de période au fur et à mesure des livraisons des lots de fabrication ou des dossiers d'études. Les coûts encourus et comptabilisés en charges sont ainsi ajustés sur la base de l'avancement du chiffre d'affaires, en contrepartie du compte de stocks d'en-cours de production.

En cas de perte à fin d'affaire, celle-ci est provisionnée pour sa totalité dès qu'elle est connue.

Cette perte à fin d'affaire comprend une estimation de l'ensemble des coûts directs. Les frais hors production (généraux et administratifs) sont directement pris en charge dans l'exercice. Ils ne sont pas inclus dans la provision pour perte à terminaison des contrats déficitaires.

Stocks et en-cours

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré. Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les produits et en-cours de production sont évalués à leur coût de production. Les charges fixes de fabrication sont prises en compte sur la base des capacités de production de l'entreprise (hors sureffectifs et surmoyens éventuels).

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque le coût devient supérieur à la valeur d'utilité à la date de clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. La valeur d'inventaire des créances est appréciée au cas par cas et donne lieu le cas échéant à comptabilisation d'une dépréciation. Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'un risque de non-recouvrement est identifié.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération au cours Banque de France fin de mois ou au cours des couvertures de change mises en place. Les dettes et créances non couvertes et les disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur en euro au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de la valorisation à ce dernier cours des dettes et créances en devises est portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Les dettes ou créances libellées en devises et couvertes par des engagements individualisés libellés dans la même devise sont valorisées sur la base du cours moyen des couvertures spécifiques mises en place au titre de la gestion du risque de change.

Instruments de couverture

L'enregistrement des charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture de change ou de taux est symétrique à l'enregistrement des résultats des éléments couverts.

Provisions

Un passif est une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Indemnités de fin de carrière

Conformément à la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) 2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021, la société a choisi d'adopter dans ses comptes individuels la nouvelle méthode d'évaluation requise en consolidation selon les normes IFRS, qui fait suite à une décision de l'IASB (*International Accounting Standards Board*) en mai 2021 et à la position prise par le Comité d'interprétation des normes IFRS (*IFRS IC*). Cette décision conduit à ne plus répartir les droits sur l'ensemble de la période d'emploi du salarié, mais à étaler l'engagement uniquement à partir de la date à laquelle chaque année de service compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

L'impact de ce changement de méthode comptable est enregistré en contrepartie des capitaux propres d'ouverture de l'année 2021. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice antérieur présentés à titre de comparatif ne sont par conséquent pas impactés.

Les Indemnités de Fin de Carrière (IFC) concernent le personnel soumis à la convention collective. L'évaluation des IFC est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la recommandation de l'ANC du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021.

Les salariés ayant le statut de fonctionnaire en service détaché et les ouvriers sous décret du 9 juillet 1990 sont exclus du calcul, leurs indemnités éventuelles étant prises en charge par l'Etat.

La valorisation des IFC est basée sur un effectif de 2 812 personnes sous convention collective présentes dans la société au-delà du 31 décembre. Les IFC sont comptabilisées en provision pour charges. Au cours de l'exercice 2014, la société a procédé à une externalisation de la gestion de sa provision IFC par la constitution d'un fonds de garantie auprès de deux compagnies d'assurance vie spécialisées de 1^{er} rang. Le montant de la provision IFC tient compte de la juste valeur de cet actif au 31 décembre.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- ♦ Rotation des effectifs sur la base des statistiques 2021,
- ♦ Age de départ à la retraite à 65 ans pour les cadres et 62 ans pour les non-cadres,
- ♦ Révision à la hausse, en moyenne de 3%, du taux de revalorisation des salaires,
- ♦ Prise en compte d'une actualisation à 0,95%.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes de la société Nexter Systems conduit à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui ont des incidences sur l'évaluation des résultats, des actifs et des passifs.

Ces hypothèses comportent, en raison de leur nature, une certaine part d'incertitude.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement.

III EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2021

Il n'y a pas d'événement postérieur au 31 décembre 2021 ayant un impact sur les comptes de la société pour cet arrêté.

IV INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**◆ Environnement**

La société consciente de ses obligations et responsabilités continue de développer une politique environnementale selon les axes suivants :

Pour la protection de l'eau, les effluents liquides industriels des établissements de Bourges et Roanne sont traités préalablement à leur rejet. Sur le site de Roanne, l'installation principale de traitement de surface dispose en complément d'un équipement de traitement des effluents en circuit fermé, sans rejet liquide. De même une installation de lavage après usinage est équipée d'un système « zéro rejet ». Sur le site de Bourges, des aménagements ont été menés sur les chaînes de traitement de surface pour diminuer l'impact sur les rejets aqueux. Sur les quatre sites de Roanne, Bourges, Versailles et Toulouse, les eaux usées domestiques sont raccordées sur le réseau d'assainissement urbain et les eaux pluviales sont collectées au moyen d'un réseau séparatif et traitées avant rejet dans le milieu naturel.

Dans le domaine de l'air, différentes actions visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre ont été menées :

- Mise en place d'un plan de mobilité à Bourges et Satory destiné à sensibiliser au covoiturage et offrir aux personnels de l'entreprise des solutions alternatives de transport pour leurs trajets travail-domicile, en remplacement de l'usage de véhicules personnels et émettant moins de gaz carbonique (CO₂),
- Poursuite de la mise en place d'une flotte de véhicules de services électriques, et installation de bornes de recharges électriques pour véhicules sur les parkings,
- Compensation d'émission de CO₂ en adhérant à des programmes de reboisement dans des zones proches des sites.

Concernant le thème de l'énergie, des actions destinées à réduire les consommations de gaz et d'électricité se sont poursuivies. A cet effet différents travaux ont été menés :

- Réalisation d'audits énergétiques,
- Travaux d'isolation thermique,
- Optimisation des gestions techniques de climatisation et de chauffage.

Sur le thème des déchets, plusieurs initiatives ont été menées en faveur d'un meilleur recyclage de la matière.

La société Nexter Systems dispose d'un système de management de l'environnement s'appuyant sur le référentiel de la norme ISO 14001 (version 2015) dont la certification a été renouvelée en mars 2021 pour une durée de trois ans.

Les dépenses prévues en matière de protection de l'environnement sont reprises chaque année dans le Plan Annuel de Prévention (P.A.P.).

Sur le plan de la conformité réglementaire, la politique Qualité Sécurité Environnement signée par le Directeur Général précise les orientations de la société en la matière. Chaque établissement décline

ensuite localement cette politique au travers de ses propres plans d'actions. La veille et la conformité réglementaire sont maîtrisées à l'aide d'un logiciel spécifique.

En matière d'organisation et de management, chaque établissement de la société dispose d'un département prévention des risques et la société dispose, en complément, d'une Direction Santé Sécurité Environnement rattachée au Directeur des Ressources Humaines.

Département prévention des risques : au niveau de chaque établissement, le responsable prévention des risques conseille le directeur d'établissement et met en œuvre les plans d'actions locaux dans le domaine de l'environnement conformément aux orientations fixées par la Direction Santé Sécurité Environnement.

Direction Santé Sécurité Environnement : Le directeur s'assure de l'application par les établissements de la législation et de la réglementation, en particulier dans le domaine de la protection de l'environnement. Il détermine les axes d'effort et coordonne l'élaboration des plans d'actions locaux.

Un comité Santé-Sécurité-Environnement composé des membres de la Direction Santé Sécurité Environnement et de l'ensemble des responsables prévention des risques se réunit tous les deux mois afin de passer en revue des sujets d'intérêt commun et partager les retours d'expériences de chacun.

♦ **Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires s'élève à 175 k€ pour l'exercice.

♦ **Conséquences de l'évènement Covid-19**

La poursuite de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a eu des effets limités tant sur l'activité de la société, qui a respecté ses engagements vis-à-vis de ses clients, que sur l'évaluation de ses actifs et passifs, qui ont fait l'objet d'une revue spécifique. Par ailleurs, conformément aux recommandations de l'ANC du 8 janvier 2021, les coûts afférents liés notamment à la mise en place des équipements et moyens de protection sont enregistrés en résultat d'exploitation.

NOTE 1 – ACTIF IMMOBILISE**1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles : Valeurs brutes**

Valeurs brutes en milliers d'Euro	31/12/2020	Fusion	Acquisition	Virement	Cession	Rebut	31/12/2021
Logiciels, licences	24 088			1 983		(140)	25 931
Brevets & marques	740						740
Fonds commercial							
Immobilisations incorporelles en cours	4 657		7 441	(1 983)			10 115
Autres incorporels							
Total immobilisations incorporelles	29 485		7 441			(140)	36 786
Terrains	30 801			972		(23)	31 750
Constructions, installations, agencements	97 246			17 257		(483)	114 020
Installations techniques, matériel industriel	75 674			14 371		(2 684)	87 361
Matériel de bureau, informatique & mobilier	14 244		2	725		(218)	14 754
Matériel de levage & équipements divers	17 221			3 092		(427)	19 886
Autres immobilisations corporelles	2 739			16		(135)	2 620
Immobilisations en cours	23 141		24 894	(36 433)			11 602
Total immobilisations corporelles	261 066		24 896			(3 970)	281 992
Total général	290 551		32 337			(4 110)	318 778

Les **Immobilisations incorporelles** comprennent des logiciels ou leurs licences d'utilisations pour 25,9 M€, ainsi que des brevets et marques pour 0,7 M€.

Compte tenu de l'activité du Groupe et de la particularité de chacun de ses clients / prospects, les dépenses de développement sont réalisées sur des marchés très spécifiques comprenant un nombre restreint d'acteurs. La spécificité des produits développés rend ainsi très difficile une mutualisation des études de développement et donc l'activation des coûts engagés.

Les **Immobilisations corporelles** acquises dans l'exercice sont constituées de constructions, d'aménagements des constructions et d'investissements dédiés à l'amélioration des moyens de production et de sécurité existants dans les centres.

Les mises au rebut correspondent principalement à des agencements de constructions et à des équipements de production devenus obsolètes.

1.2 Immobilisations incorporelles et corporelles : Amortissements

Amortissements en milliers d'Euro	31/12/2020	Fusion	Dotation	Virement	Cession	Rebut	31/12/2021
Logiciels, licences	18 825		1 443			(140)	20 129
Brevets & marques	115		15				130
Fonds commercial							
Autres incorporels							
Total immobilisations incorporelles	18 940		1 459			(140)	20 259
Terrains	6 616		611			(23)	7 203
Constructions, installations, agencements	54 875		4 757			(483)	59 151
Installations techniques, matériel industriel	56 608		4 798			(2 684)	58 717
Matériel de bureau, informatique & mobilier	10 404		1 013			(218)	11 199
Matériel de levage & équipements divers	14 114		1 119			(427)	14 802
Autres immobilisations corporelles	1 787		374			(135)	2 034
Total immobilisations corporelles	144 404		12 673			(3 970)	153 107
Total général	163 344		14 131			(4 110)	173 366

1.3 Immobilisations financières : Tableau des filiales et participations

En milliers d'Euro Sociétés	Capital social	Capitaux propres	% détenu	Avals & cautions donnés	Chiffre d'affaires	Résultat net
CTAI	214	16 773	50,00%	Néant	47 579	6 674
CIME BOCUZE (1)	4 000	18 507	0,00%	Néant	22 675	2 862
SOFEMA (1)	3 750	123 490	9,02%	Néant	36 768	2 483
ODAS (1)	30 000	(13 074)	8,00%	Néant	291 661	(22 485)
SCI LA CERONE	300	807	55,00%	Néant	447	221
NEWCO 10	38	40	100,00%	Néant		(3)
NEXTER SERVICES	38	24	100,00%	Néant		(1)
NEXTER ROBOTICS	500	1 378	100,00%	Néant	5 489	(399)
NEXTER TRAINING	600	1 176	100,00%	Néant	2 110	365
TNS MARS	15	4 731	37,50%	Néant	7 127	2 562
NEXTER MECHANICS	7 979	18 535	99,99%	Néant	31 070	2 250
NBC-SYS	3 644	10 646	100,00%	Néant	25 054	1 808
NEXTER MUNITIONS	52 271	199 241	99,99%	Néant	288 289	20 974
MECAR	30 093	28 707	99,99%	Néant	62 823	4 207
SIMMEL DIFESA	7 125	20 538	100,00%	Néant	51 632	3 832

(1) chiffres 2020 ou courant 2021

1.4 Immobilisations financières : Valeur des titres

En milliers d'Euro Sociétés	31/12/2021		31/12/2020
	Valeur comptable des titres		Valeur nette des titres
	Brute	Nette	
CTAI	42 595	8 387	7 481
CIME BOCUZE	0	0	0
SOFEMA	6 730	6 730	6 730
ODAS	2 400		755
SCI LA GERONE	165	165	165
NEXTER SYSTEMS INDIA			1
NEWCO 10	75	40	42
NEXTER SERVICES	72	24	25
NEXTER ROBOTICS	7 507		40
NEXTER TRAINING	1 147	1 147	794
TNS MARS	14	14	14
NEXTER MECHANICS	15 676	15 676	15 676
NBC-SYS	4 075	4 075	4 075
NEXTER MUNITIONS	94 107	94 107	94 107
MECAR	104 367	104 367	104 367
SIMMEL DIFESA	43 114	43 114	43 325
Total	322 044	277 845	277 598

En 2021, les titres de Nexter Systems India ont été annulés suite au paiement du solde de liquidation de cette société. Un boni de liquidation de 0,1 M€ a été enregistré dans les comptes de Nexter Systems.

Dépréciation des Immobilisations financières

Les reprises de provisions pour dépréciations concernent les titres suivants :

- CTAI : 0,9 M€,
- Nexter Training : 0,4 M€.

Les dotations aux provisions pour dépréciations concernent principalement la société ODAS pour 0,8 M€.

Les augmentations et diminutions de dépréciation comptabilisées sur la période reflètent l'évolution de la quote-part des capitaux propres et les perspectives des filiales au 31 décembre 2021.

Les **créances rattachées à des participations** correspondent à un prêt accordé à Nexter Robotics pour 2 M€ et à TNS Mars pour 1,1 M€.

Le prêt accordé à Nexter Robotics est déprécié à hauteur de 0,3 M€.

Les **Autres immobilisations financières** correspondent principalement au mali technique sur la société NBC-SYS.

NOTE 2 – STOCKS ET EN-COURS

Stocks bruts en milliers d'Euro	Matières premières	En-cours de production	Produits finis et intermédiaires	Marchandises	31/12/2021	31/12/2020
Valeur brute au 1er janvier	150 877	(13 994)	76 204		213 086	81 043
Variation	27 102	104 462	(9 662)		121 901	132 043
Autres						
Valeur brute à la fin de la période	177 979	90 467	66 542		334 987	213 086

La variation des stocks et en-cours résulte essentiellement du niveau d'exécution des contrats. La position créditrice de l'en-cours de production résulte de la méthode Groupe de comptabilisation des contrats à long terme, soit à l'avancement du chiffre d'affaires.

Une partie de l'en-cours de production, concernant des contrats sans facturation complémentaire attendue, a été reclassée au 31 décembre 2021 en provisions pour charges à hauteur de 58,3 M€, soit une variation de - 8,6 M€ par rapport au 31 décembre 2020 (cf. Note 7).

NOTE 3 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances (brutes) en milliers d'Euro	Montants	A moins d'un an	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	3 128	3 128	
Autres actifs immobilisés			
Prêts	121	80	40
Autres immobilisations financières	2 457		2 457
Actif circulant			
Avances et acomptes versés	118 767	75 016	43 751
Créances clients et comptes rattachés	882 799	882 799	
Autres créances	40 994	39 699	1 295
Total général	1 048 266	1 000 723	47 543

Les **Créances rattachées à des participations** sont détaillées en Note 1.4.

Les **Prêts** sont constitués principalement de prêts accordés au personnel.

Les **Autres immobilisations financières** comprennent la mali technique sur la société NBC SYS pour 1,9 M€ et des dépôts et cautionnements versés pour 0,6 M€.

Les **Avances et acomptes** versés aux fournisseurs concernent notamment les acomptes sur commandes de pièces liées aux contrats (composants mécaniques et électroniques).

Les **Créances clients** sont représentées par les factures sur les contrats dues par l'Etat français pour 737 M€, par des clients étrangers pour 123 M€, des clients Groupe pour 16 M€, et d'autres clients français pour 7 M€. Il n'y a pas d'effets à recevoir au 31 décembre 2021.

Les **Autres créances** sont composées principalement de la TVA pour 16,5 M€, d'un produit à recevoir au titre d'une garantie de passif accordée par Giat Industries pour 8,4 M€, du compte d'intégration fiscal pour 6,9 M€ et de créances fiscales pour 6,4 M€.

Une convention de centralisation de trésorerie « cash pooling » existe entre la société et ses filiales. Cette convention courante a été conclue à des conditions normales de marché.

Etat des dettes en milliers d'Euro	Montants	A un an au plus	De 1 à 5 ans
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit (hors concours bancaires courants)	35	35	
Concours bancaires courants	27	27	
Autres emprunts et dettes financières	21 493	21 478	15
Avances et acomptes reçus	873 027	381 784	491 243
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	183 724	183 724	
Dettes fiscales et sociales	171 682	171 682	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	136	136	
Autres dettes	340 929	337 564	3 366
Total général	1 591 054	1 096 431	494 624

Aucune dette ne présente d'échéance supérieure à 5 ans.

Les **Dettes fournisseurs** regroupent :

- Les factures à payer dues aux fournisseurs externes au Groupe pour 96,1 M€,
- Les factures à payer à certaines sociétés du Groupe pour 15,2 M€,
- Les factures non parvenues (FNP) pour des produits réceptionnés avant le 31 décembre 2021 à hauteur de 72,4 M€ concernant des fournisseurs Groupe et hors Groupe.

Il n'y a pas d'effets à payer au 31 décembre 2021.

Les **Dettes fiscales et sociales** sont principalement composées :

- Des charges à payer au personnel pour 43,9 M€, dont la provision pour congés à payer au personnel pour 26,6 M€,
- Des dettes et charges à payer aux organismes sociaux pour 29,8 M€, dont les charges à payer sur les congés dus au personnel pour 12,2 M€,
- Des comptes de TVA pour 95,2 M€ dont la TVA à régulariser sur facture à établir pour 85,3 M€.

Les **Autres dettes** sont essentiellement constituées des dettes Groupe (comptes courants de trésorerie créditeurs) pour 265 M€, des avoirs à établir à des clients pour 37,9 M€, des charges à payer sur les contrats pour 21,3 M€ et des dividendes à payer pour 16,5 M€.

NOTE 4 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2021, les plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement sont non significatives. Elles n'ont pas été prises en compte dans le résultat financier de la période. Les moins-values latentes ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation (cf. Note 7.2).

NOTE 5 – CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En milliers d'Euro	Charges		Produits	
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Maintenance informatique	8 640			
Loyers	1 067	1 025		
Autres		482	1 286	1 384
Total général	9 707	1 507	1 286	1 384

Les charges et produits constatés d'avance sont relatifs à des opérations courantes.

NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES**6.1 Capital social**

Le capital social entièrement libéré se compose de 7 184 830 actions de 15 euros et s'élève à 107 772 450 euros.

La société KNDS détient l'intégralité de ces actions, à l'exception d'une action détenue par l'Etat français au titre des actifs stratégiques.

6.2 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'Euro	Capital social	Prime d'émission, fusion	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Acompte sur dividende	Subvention investissement	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2020	107 772	18 301	12 784	234 904	26 034			3 006	402 802
Affectation du résultat N-1				26 034	(26 034)				
Dividendes				(29 817)					(29 817)
Résultat					15 795				15 795
Acompte sur dividende									
Autres variations				5 321			1 655		6 976
Au 31 décembre 2021	107 772	18 301	12 784	236 441	15 795		1 655	3 006	395 756

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2021 a décidé de procéder à une distribution de dividende prélevée sur le compte « report à nouveau » pour un montant de 29,8 M€.

L'application rétrospective du changement de méthode de calcul des engagements de retraite, qui suit dans les comptes individuels l'évolution des normes IFRS, entraîne une correction du report à nouveau à l'ouverture de 5,3 M€ (cf. II Règles et Méthodes).

Des subventions reçues en cours d'année 2021 n'ont pas été rapportées au résultat pour un montant de 1,7 M€.

Les provisions réglementées reflètent la différence d'amortissement constatée pour les biens dont la base fiscale est différente de la base comptable. Leur reprise n'intervient que lors de la cession desdits biens.

NOTE 7 – TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS

7.1 Provisions

Provisions pour risques et charges en milliers d'Euro	31/12/2020	Fusion	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	31/12/2021
Provisions pour litiges	728		34	(133)	(14)		615
Garanties données aux clients	19 978		5 253	(1 921)	(2 588)		20 722
Provisions pour pertes sur contrats à long terme	6 674		22 364	(2 532)			26 506
Autres provisions pour risques sur contrats	13 568		11 653	(966)	(793)		23 464
Autres provisions pour risques	29 790		561	(307)	(447)		29 597
Indemnités Fin de Carrière	16 437			(2 309)	(1 809)	(5 321)	6 998
Provisions pour charges	79 604		2 993	(3 581)	(34)	(8 581)	70 401
Total des provisions	166 778		42 857	(11 749)	(5 684)	(13 902)	178 302

Autres provisions pour risques sur contrats

Le montant figurant dans ces provisions correspond, entre autres, aux pénalités de retard. Les reprises de provisions constatées sur la période correspondent principalement à des pénalités versées ou exonérées.

Autres provisions pour risques

Les autres provisions pour risques concernent notamment des risques sociaux ou d'autres risques sur contrats.

Indemnités Fin de Carrière

Le changement de la méthode de calcul de la provision, ainsi que la hausse des taux d'actualisation, contribuent à :

- Une réduction de la provision à hauteur de 5,3 M€ en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres (cf. Note 6.2),
- Une reprise de provision de 4,1 M€.

Direction Financière	NEXTER SYSTEMS ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DECEMBRE 2021
-----------------------------	---

Provisions pour charges

Une partie de l'en-cours de production, concernant des contrats sans facturation complémentaire attendue, a été reclassée au 31 décembre 2021 en provisions pour charges à hauteur de 58,3 M€ (cf. Note 2).

Par ailleurs, des coûts de dépollution sont provisionnés, couverts pour partie par une garantie de passif accordée par Giat Industries (cf. Note 3).

7.2 Dépréciations

Dépréciations en milliers d'Euro	31/12/2020	Fusion- Reclassement	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
Dépréciations des immobilisations	5			(1)	4
Dépréciations des stocks & en-cours	53 730		2 700	(5 876)	50 555
Dépréciation des créances	1 109		361	(29)	1 441
Dépréciations des disponibilités	379		457	(182)	653
Total dépréciations actif	55 222		3 518	(6 088)	52 652

NOTE 8 – DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS DIFFERENTS POSTES DU BILAN

ACTIF en milliers d'Euro	31/12/2021
Prêts - Intérêts courus sur des créances rattachées à des participations	3
Clients & comptes rattachés	522 489
Autres créances	10 203
Disponibilités	
Total des produits à recevoir	532 695

Le poste **Clients & comptes rattachés** correspond à des factures à établir.

Les **Autres créances** correspondent principalement à un produit à recevoir lié à la dépollution au titre d'une garantie de passif accordée par Giat Industries pour 8,4 M€.

PASSIF en milliers d'Euro	31/12/2021
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit et des filiales	35
Emprunts & dettes financières divers	
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	72 388
Dettes fiscales et sociales	65 870
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	136
Autres dettes	59 229
Total des charges à payer	197 658

Le poste **Dettes fournisseurs & comptes rattachés** correspond à des factures non parvenues hors groupe pour 72,4 M€.

Les charges à payer du poste **Dettes fiscales et sociales** sont constituées essentiellement des congés payés dus au personnel (y compris charges sociales) pour 38,8 M€, des autres frais de personnel pour 16,7 M€ et d'autres charges sociales et fiscales pour 10,3 M€.

Les **Autres dettes** sont principalement constituées des charges liées aux contrats clients et constatées en fonction de l'avancement du chiffre d'affaires, et des avoirs à établir.

NOTE 9 – DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En milliers d'Euro	31/12/2021				2020
	Etudes	Produits	Prestations	Divers	Total
Clients					Total
France	24 963	380 505	167 132		502 993
Export	7 621	215 365	20 135		240 758
	Total au 31 décembre 2021	32 584	595 870	187 266	815 720
	Total exercice 2020	14 358	554 079	175 313	743 751

NOTE 10 – DETAIL DES AUTRES CHARGES ET PRODUITS

Les **Autres charges** correspondent essentiellement aux pénalités sur contrats et aux pertes de change à caractère commercial.

Les **Autres produits** correspondent principalement aux refacturations des moyens communs (prestations informatiques, téléphonie, assurances), aux refacturations des frais de personnel et de formation, aux redevances perçues au titre des conventions globales de services du Groupe.

NOTE 11 – ANALYSE DES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Résultat financier en milliers d'Euro	31/12/2021		31/12/2020
	Résultat définitif	Résultat latent	
Rendement net des placements (trésorerie disponible)	7 839		14 532
Produit net des prêts, emprunts, comptes courants	2		10
Charges ou produits financiers sur contrats	2 204		395
Dépréciation nette des titres de participations, des prêts et vmp		(92)	1 946
Résultat de change	2 257		(1 536)
	Total du résultat financier	12 211	15 346

Pour l'analyse des « Dépréciations nettes des titres de participation », une information est présentée dans la Note 1.4 « Dépréciation des immobilisations financières ».

Le montant des dividendes reçus s'élève à 8,9 M€.

NOTE 12 – ANALYSE DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le résultat exceptionnel de la période est non significatif.

NOTE 13 – IMPOT SUR LES BENEFICES

En date du 11 avril 2016 la société a opté pour le régime de fiscalité de groupe, dit régime d'intégration fiscale, avec effet au 1^{er} janvier 2016. De ce fait, Nexter Systems est depuis seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû sur l'ensemble des résultats du Groupe, pour les filiales éligibles.

La convention d'intégration fiscale mise en place prévoit que chaque société comptabilise son impôt sur la base de ses résultats propres et verse à la société Nexter Systems les acomptes et le solde correspondant à cet impôt.

La société Nexter Systems calcule l'impôt du groupe fiscal dont elle est la mère en tenant compte de l'incidence des retraitements liés à l'intégration fiscale afin de déterminer un résultat fiscal d'ensemble.

Les économies d'impôt (ou charge d'intégration fiscale) réalisées par le groupe fiscal sont enregistrées dans les comptes de la société mère Nexter Systems. Au 31 décembre 2021, la société Nexter Systems a ainsi constaté une charge de 0,8 M€.

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices est présentée ci-après :

Ventilation en milliers d'Euro	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Après impôt
	2021	correspondant	2021	2020
Résultat courant	19 595	(2 017)	17 578	29 340
Résultat exceptionnel	80	(466)	(386)	(3 464)
Participation	(1 840)	443	(1 396)	158
Résultat comptable	17 835	(2 040)	15 795	26 034

Les déficits de Nexter Systems qui ont pris naissance avant l'appartenance de la société au groupe d'intégration fiscale, demeurent imputables sur les bénéfices futurs de Nexter Systems.

Il est rappelé que Giat Industries a créé Nexter Systems en 2006, par apport d'une branche complète d'activité. Les déficits actuels de la société trouvent leur origine dans un transfert en provenance de Giat Industries, suite à un agrément ministériel obtenu en 2008.

La société est impactée par le mécanisme du plafonnement à 50% de l'imputation des déficits antérieurs sur le bénéfice fiscal de l'exercice, ce qui induit pour la société une charge d'impôt sur les sociétés de 4,7 M€, réduite du montant des crédits d'impôts 2021 à concurrence de 3,5 M€.

La société est en mesure d'estimer avec un degré de fiabilité suffisant les bases du Crédit Impôt Recherche (CIR) de l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées. Le CIR est dès lors reconnu durant l'année de constatation des dépenses éligibles. Par conséquent, le CIR a été évalué au 31 décembre 2021 à partir des dépenses de recherche considérées comme éligibles engagées en 2021. A ce titre, le montant comptabilisé au 31 décembre 2021 s'élève à 3,4 M€.

Les allègements futurs d'impôt sont présentés ci-dessous :

Différences temporales allègement futur d'impôt en milliers d'Euro	Montant
Décalages temporaires :	
- Subventions	1 655
- Provisions pour risques et charges	109 074
- Dépréciations d'actifs corporels	4
- Dépréciations d'immobilisations financières	44 199
- Dépréciations de stocks et en-cours	44 843
- Dépréciations de créances	1 441
- Dépréciations de prêts	292
- Charges à payer	26 387
Déficits propres reportables	521 177
Total	749 071
Impôt différé au taux de 25,83% (Gain)	193 485

NOTE 14 – ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

31/12/2021			
Éléments concernant les entreprises liées en milliers d'Euro	Total	Entreprises liées	Autres Participations
Postes de l'actif			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations financières	280 682	271 552	9 130
Clients & comptes rattachés	16 443	16 443	
Comptes courants groupe	871	871	
Avances & acomptes versés sur commandes	33 781	33 781	
Débiteurs divers	7 299	7 299	
Postes du passif			
Provisions pour risques			
Emprunts & dettes financières divers	20 015	20 015	
Fournisseurs & comptes rattachés	15 227	15 227	
Avances & acomptes reçus sur commandes	101	101	
Fournisseurs d'immobilisations			
Comptes courants groupe	281 676	281 676	
Autres dettes	859	859	
Postes du compte de résultat			
Produits d'exploitation			
Ventes de biens & services (France)	10 218	10 218	
Ventes de biens & services (Export)			
Autres produits d'exploitation	24 132	24 132	
Charges d'exploitation			
Achats de matières premières & autres achats	49 521	49 521	
Autres achats & charges externes	21 565	21 565	
Autres charges			
Produits financiers			
Produits financiers des participations	8 966	8 966	
Autres intérêts & produits assimilés	1	1	
Reprises de provisions	1 258	1 258	
Charges financières			
Dotations aux provisions	1 089	344	755
Intérêts & charges assimilés			
Produits exceptionnels			

Sont retenues comme entreprises liées les sociétés du Groupe consolidées selon la méthode de l'intégration globale et les sociétés en opération conjointe.

Transactions avec des parties liées

Conformément aux dispositions du règlement n°2010-02 homologué par arrêté du 29 décembre 2010, il est précisé que les transactions présentant une importance significative éventuellement conclues avec des parties liées le sont à des conditions normales de marché.

Les transactions effectuées par la société avec des filiales qu'elle détient en totalité ou entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère ne sont pas visées par ces dispositions.

NOTE 15 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Information en matière de crédit-bail

Néant.

Montant des engagements financiers hors crédit-bail

Engagements donnés en milliers d'Euro	Contrats	Autres	Engagements au 31/12/2021	Engagements au 31/12/2020
Avals et cautions	188 161	238	188 399	207 958
Total général	188 161	238	188 399	207 958

Engagements reçus en milliers d'Euro	Contrats	Autres	Engagements au 31/12/2021	Engagements au 31/12/2020
Avals et cautions	2 561		2 561	1 318
Total général	2 561		2 561	1 318

Les avals et cautions liés aux contrats concernent les garanties données au titre des contrats à l'exportation.

Le Groupe a signé une garantie « maison-mère » unique, conjointe et solidaire avec BAE Land Systems au bénéfice du Ministère de la Défense britannique (MOD) dans le cadre et pour la durée des contrats conclus par leur filiale CTA International avec le MOD. Cette garantie a été octroyée afin d'assurer la bonne exécution technique et industrielle des contrats conclus (engagement non chiffré dans le tableau ci-dessus).

L'information sur les commandes fermes n'est pas diffusée par obligation de confidentialité.

NOTE 16 – ENGAGEMENTS DE TRESORERIE

Instruments financiers de change

La société gère le risque de change sur actifs et passifs financiers et sur les contrats long terme libellés en devises par des opérations de change à terme, des options classiques et des swaps de devises. Les engagements sur instruments financiers à terme au 31 décembre 2021 sont les suivants :

En milliers de devises	31/12/2021						31/12/2020	
	USD	AED	CHF	GBP	SEK	NOK	EUR (1)	EUR Rappel
Change à terme	5 599	13 999	1 118	3 066				
Change à terme contre-valeur en €	4 582	3 300	1 028	3 422			12 332	58 363

(1) Contre-valeur cours négociés

NOTE 17 – VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN - PARTICIPATION DES SALARIES - INFORMATIONS SOCIALES

Au 31 décembre 2021, l'effectif inscrit de la société est de 3 111 personnes, dont la répartition est la suivante :

Catégorie	Personnel sous Convention Collective	Personnel sous décret ou en service détaché	Total personnel rémunéré par la société	Personnel mis à disposition	Total général au 31/12/2021	Total général au 31/12/2020	Total inscrits au 31/12/2021
Effectif moyen cadres	1 702	8	1 710		1 710	1 542	1 775
Effectif moyen etam	813	61	874		874	812	915
Effectif moyen ouvriers	372	46	418		418	396	421
Effectif Opérationnel	2 887	115	3 002		3 002	2 750	3 111

- **Par catégorie** : 1 775 cadres, 915 ETAM et 421 ouvriers,
- **Par statut** : 105 personnes sous décret ou en service détaché et 3 006 personnes sous convention collective.

Conformément aux articles 51 et 106 de la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Les rémunérations allouées aux dirigeants de la société ne sont pas communiquées, car cela conduirait à indiquer indirectement les montants individuels de rémunération.

Un accord de participation des salariés au résultat a été signé le 30 juin 2021 entre Nexter Systems et ses filiales détenues à 100%. L'accord est basé sur la mutualisation des participations dégagées par chacune des sociétés du Groupe. Les sommes distribuées aux salariés des sociétés signataires sont constituées de la somme des participations dégagées par chacune des sociétés du Groupe.

La répartition entre les salariés est fonction de leur rémunération et de leur durée de présence dans leur société au cours de l'exercice.

Chaque société porte dans ses comptes la charge de participation calculée comme si elle était seule.
La charge de participation de Nexter Systems s'élève au 31 décembre 2021 à 1,8 M€.

NOTE 18 – IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

La société KNDS, qui détient la société Nexter Systems à 100%, moins une action détenue par l'Agence des Participations de l'Etat au titre des actifs stratégiques :

KMW + Nexter Defense Systems NV
Gustav Mahlerlaan 1017
1082 MK Amsterdam
The Netherlands

consolide les comptes de la société Nexter Systems.

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 30 MARS 2022**

A TITRE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES INDIVIDUELS DE L'EXERCICE 2021

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2021, approuve les conclusions desdits rapports et les comptes individuels tels qu'ils ont été arrêtés et présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle constate que le bénéfice net dégagé par les opérations de l'exercice ressort à 15.795.467,24 euros.

L'Assemblée Générale donne, par conséquent, quitus aux administrateurs de leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION : AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter ainsi qu'il suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- Résultat de l'exercice : 15.795.467,24 euros
(La réserve légale est entièrement dotée)
- Report à nouveau avant affectation : 236.441.057,07 euros
- Soit un bénéfice distribuable de : 252.236.524,31 euros

Affecté au report à nouveau qui passerait de 236.441.057,07 euros à 252.236.524,31 euros.

Afin de satisfaire aux dispositions légales, il est rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les dividendes ou revenus mis en distribution ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende ou revenu net	Rémunération globale
2020	7.184.830	6,40 €	45.982.912,00 €
2019	7.184.830	7,42 €	53.311.438,60 €
2018	7.184.830	7,54 €	54.173.618,20 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**Extrait certifié conforme par le
Directeur Général
Nicolas CHAMUSSY**

NEXTER SYSTEMS
Société Anonyme au capital de 107.772.450 euros
Siège Social : 13, route de la Minière – 78034 VERSAILLES CEDEX
N° 379 706 344 RCS Versailles

**Rapport de Gestion présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire sur les comptes individuels**

Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à nos statuts afin de vous rendre compte de l'activité de votre société et de soumettre à votre approbation les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021.

Vous entendrez également la lecture des rapports du Commissaire aux Comptes sur l'exécution de sa mission.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Nous reprendrons ci-après successivement les différentes informations telles que prévues par les textes légaux et réglementaires en vigueur.

* * *

L'actionnariat de la société n'a pas été modifié au cours de l'exercice 2021.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que la société a distribué les dividendes ou revenus suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende ou revenu net	Rémunération globale
2020	7.184.830	6,40 €	45.982.912,00 €
2019	7.184.830	7,42 €	53.311.438,60 €
2018	7.184.830	7,54 €	54.173.618,20 €

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 *quinquies* du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge 130 240 euros au titre des dépenses visée à l'article 39-4 du Code précité, non déductible fiscalement.

Pour satisfaire aux dispositions de l'Article L.233-13 du Code de Commerce, nous vous précisons qu'il n'existe pas d'action d'autocontrôle.

Enfin, en application du dispositif d'épargne salariale visé à l'article L.225-102 du Code de commerce, nous devons rendre compte annuellement de l'état de la participation collective des salariés au capital de la société.

Nous vous informons, en conséquence, qu'au dernier jour de l'exercice clos au 31 décembre 2021, les salariés ne détenaient aucun titre entrant dans les catégories énumérées à l'article précité.

♦ **Présentation des comptes annuels**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur (normes françaises).

♦ **Modifications intervenues dans le mode de présentation des comptes annuels ou méthodes d'évaluation**

Néant

♦ **Arrêté des comptes et affectation du Résultat**

Nous vous demandons de vous reporter aux comptes annuels qui ont été tenus à votre disposition pour avoir le détail complet des différents postes du bilan et du compte de résultat, sur lesquels nous nous tenons à votre disposition pour vous donner tous renseignements complémentaires utiles.

Il vous est demandé d'arrêter les comptes tels qu'ils vous sont présentés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Ces comptes, déduction faite de toutes charges et de tous impôts, font ressortir un bénéfice de 15.795.467,24 euros que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

♦ Résultat de l'exercice :	15.795.467,24 euros
♦ Report à nouveau avant affectation :	236.441.057,07 euros
Soit un bénéfice distribuable de :	252.236.524,31 euros

Affecté au :

- Report à nouveau :	252.236.524,31 euros
----------------------	----------------------

♦ **Situation et Activité de la société**

Nexter Systems développe et produit des systèmes d'armes complexes. Elle détient, en outre, au 31 décembre 2021, les titres des sociétés Nexter Munitions, Mecar, Simmel Difesa, Nexter Mechanics, NBC Sys, Nexter Training, Nexter Robotics , CTA International (détention à 50 %), Tns-Mars (détention à 37,5 %), SCI La Cerone (détention à 55 %), Sofema, Odas (participations minoritaires).

En 2021, Nexter Systems enregistre 1,1 Milliard d'euros de prises de commandes.

Nexter Systems a réalisé sur l'exercice 2021 un chiffre d'affaires de 816 M€, dont 32 % pour l'export.

♦ **Résultats**

L'entreprise dégage sur l'exercice un résultat net positif de 15,8 M€. La formation de ce résultat s'explique essentiellement par un résultat d'exploitation positif de 7,4 M€, un résultat financier positif de 12,2 M€, un résultat exceptionnel positif non significatif, une participation des salariés aux résultats de l'entreprise de 1,8 M€ et un impôt sur les bénéfices de 2,0 M€.

Le résultat d'exploitation témoigne de la performance enregistrée par la société sur ses contrats commerciaux, de la tenue des jalons contractuels et des coûts.

Conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du Code du Commerce, le tableau des résultats des cinq dernières années est porté à l'annexe 2.

♦ **Situation financière de la société**

Les encours moyens de trésorerie de la société se sont élevés à 172 M€ sur l'exercice 2021.

♦ **Activités en matière de Recherche et de Développement**

Le total des dépenses de recherche et développement sur contrats et autofinancés représente près de 18 % du chiffre d'affaires de la société. Les études de recherche et développement sont centrées autour de l'innovation des produits dans un contexte de compétitivité accrue.

♦ **Information sur les délais de paiement**

La décomposition des créances clients et des dettes fournisseurs échues au 31 décembre 2021 est la suivante :

En k€	Factures <u>recues</u> non réglées à la date de la clôture de l'exercice et dont le terme est échu						Factures <u>émises</u> non réglées à la date de la clôture de l'exercice et dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	83					559	6					1 034
Montant total des factures TTC concernées	1 448	13 353	1 005	332	333	15 023	114	53 381	15 782	3 193	93 186	165 543
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice	0,23%	2,13%	0,16%	0,05%	0,11%	2,45%						
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice							0,01%	5,68%	1,69%	0,37%	10,75%	18,50%
(B) Factures exclues de (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues			130						19			
Montant total des factures exclues			3 759						1 463			
(C) Délais de paiement de référence utilisés												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : Délais légaux : de 30 jours à 60 jours						Délais contractuels : de 30 jours à 60 jours Délais légaux :					

- ♦ **Autres informations**

L'effectif inscrit de la société est de 3.111 collaborateurs à la clôture de l'exercice 2021, répartis sur les quatre implantations géographiques de la société de Versailles, Roanne, Bourges et Toulouse.

L'entreprise a enregistré 32 M€ d'investissements corporels et incorporels sur la période.

- ♦ **Événements postérieurs à la clôture**

Il n'est pas relevé d'événements postérieurs à la clôture des comptes au 31 décembre 2021.

- ♦ **Evolution prévisible et perspectives d'avenir**

Le chiffre d'affaires attendu sur l'exercice 2022 devrait être supérieur d'environ 24 % à celui constaté en 2021, en lien avec l'exécution des contrats en carnet.

- ♦ **Prise de participation et opérations impactant les immobilisations financières intervenues pendant l'exercice**

Les prises de participation et les opérations impactant les immobilisations financières intervenues durant l'exercice résultent de l'annulation des titres de la société Nexter Systems India Private Limited (100 % détenus par Nexter Systems) suite au paiement du solde de liquidation de la société.

- ♦ **Activités et résultats des filiales**

Les sociétés du Groupe présentent leurs états financiers en normes françaises. Les données économiques présentées ci-dessous sont issues des comptes individuels des différentes sociétés détenues majoritairement ou conjointement avec un partenaire.

Nexter Munitions : l'entreprise réalise un chiffre d'affaires de 288 M€ et dégage un résultat net positif de 21 M€.

Mecar : La société réalise un chiffre d'affaires de 62,8 M€ et dégage un résultat net positif de 4,2 M€.

Simmel Difesa : La société réalisé un chiffre d'affaires de 51,6 M€ et dégage un résultat net positif de 3,8 M€.

Nexter Mechanics : la société réalise un chiffre d'affaires total de 31,1 M€ et dégage un résultat net positif de 2,3 M€.

NBC Sys : la société réalise un chiffre d'affaires total de 25,1 M€ et dégage un résultat net positif de 1,8 M€.

Optsys : la société réalise un chiffre d'affaires total de 10,1 M€ et dégage un résultat net positif de 1,8 M€.

Nexter Training : la société réalise un chiffre d'affaires total de 2,1 M€ et dégage un résultat net positif de 0,4 M€

Nexter Robotics : la société réalise un chiffre d'affaires total de 5,5 M€ et dégage un résultat net négatif de 0,4 M€.

Les autres sociétés détenues majoritairement par la Société Nexter Systems, Nexter Services et Newco 10, n'ont pas développé d'activité sur l'exercice 2021.

Tns-Mars : Filiale mise en équivalence, la société est détenue à 37,5 %. Le chiffre d'affaires s'élève à 7,1 M€ sur la période, le résultat net est positif à hauteur de 2,6 M€.

CTAI SAS : la société est détenue à 50 %. La quote-part du chiffre d'affaires s'élève à 23,8 M€ ; la quote-part de résultat net est positive à hauteur de 3,3 M€.

Base de Baronville : la société est détenue à 46 %, la quote-part de chiffre d'affaires s'élève à 1,1 M€, la quote-part de résultat net est à l'équilibre.

Les autres sociétés détenues minoritairement par la Société Nexter Systems, Sofema et Odas ont pour leur part poursuivi leur activité en lien avec leur objet social. Leur situation n'appelle pas de commentaire particulier.

- ♦ **Informations sociales et environnementales**

Pour répondre aux obligations de l'article L 225-102-1 du code de commerce, ces informations sociales et environnementales sont fournies dans le rapport de gestion des comptes consolidés de Nexter Systems.

- ♦ **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Conformément à l'article L 225-51-1 alinéa 2 du Code de Commerce et connaissance prise de l'article 12.2 des statuts, le Conseil d'Administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Direction Générale à compter du Conseil du 8 janvier 2021 et pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article L 225-102-1 alinéa 4 du Code de Commerce, vous trouverez en annexe 1 la liste des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par les mandataires sociaux durant l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Aucune convention n'a été conclue entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une filiale.

En outre, conformément à l'article L 225-100 du Code de Commerce, nous vous informons qu'aucune délégation n'a été accordée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration de la société dans le domaine des augmentations de capital au cours de l'exercice 2021 :

- ♦ **Conventions règlementées des articles L 225-38 et suivants du Code de commerce**

Après présentation de ce rapport du Conseil, il vous sera donné lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes, dont leur rapport spécial sur les conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce. La liste récapitulative des conventions relevant de l'article L 225-38 du Code de Commerce a été transmise aux membres du Conseil et aux Commissaires aux Comptes.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Nous espérons que le présent rapport recevra votre agrément et que vous confirmerez cet accord en votant les résolutions proposées.

Le Conseil d'Administration

Annexe 1 : Société NEXTER SYSTEMS - Clôture Exercice 2021
TABLEAU DES MANDATS ET FONCTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Nom, Prénom	Mandat et/ou fonction détenu au Conseil	Date de nomination/renouvellement au Conseil	Autres fonctions et mandats sociaux	
			Société	Fonction ou mandat
MAYER Stéphane	Président-Directeur Général Administrateur	Renouvellement - CA 08/06/2017 Nomination - CA 11/12/2015 (effet au 15/12/2015) Renouvellement - AGM 08/06/2017 Nomination - CA du 11/12/2015 Fin de mandat le 08/01/2021	AOPA FRANCE GICAT CIDEF	Membre du Conseil d'Administration Président depuis le 01/01/2016 – Fin de mandat 30/06/2020 Président depuis le 01/01/2020
HAUN Franck	Président du Conseil d'Administration Administrateur	Nomination – CA 08/01/2021 Nomination – AGM 08/01/2021	KNDS	CEO
CHAMUSSY Nicolas	Directeur Général Administrateur	Nomination – CA 23/03/2021 Nomination – AGO 23/03/2021		
MILLION Nicolas	Administrateur Directeur Financier Directeur Général	Renouvellement - AGO 08/06/2017 Nomination - CA 22/04/2016 Nomination – CA 08/01/2021 Fin de mandat le 01/04/2021	NEXTER MUNITIONS CTAI NEXTER ROBOTICS MECAR SIMMEL DIFESA S.p.A OPTSYS NBC SYS NEXTER MECHANICS NEXTER SERVICES NEXTER TRAINING	Administrateur Représentant permanent de NEXTER SYSTEMS – Administrateur Président et Membre du Conseil de Surveillance Administrateur Administrateur Membre du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance Administrateur Président Membre du Conseil de surveillance
ROUX Catherine	Administrateur Responsable Management des Ressources Humaines	Nomination - AGO 08/06/2017 Fin de mandat le 08/01/2021	NEXTER MECHANICS NEXTER MUNITIONS	Administrateur Administrateur
TOURRES Catherine	Secrétaire du Conseil d'Administration Directrice Juridique et Compliance	Nomination - AGO 08/06/2017	NEXTER MECHANICS NEXTER MUNITIONS MECAR SIMMEL DIFESA S.p.A NEWCO 10	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Présidente
BENETTI Jean-Christophe	Administrateur Directeur des Ressources Humaines	Nomination - CA 15/03/2019 Fin de mandat le 08/01/2021	NBC SYS OPTYS NEXTER TRAINING	Membre du Conseil de Surveillance Membre du Conseil de Surveillance Membre du Conseil de Surveillance

Nom, Prénom	Mandat et/ou fonction détenus au Conseil	Date de nomination/renouvellement au Conseil	Autres fonctions et mandats sociaux	
			Société	Fonction ou mandat
CHONE Céleste	Administrateur Responsable Plan Stratégique	Nomination - AGM 08/04/2020		
GRISNIGT Marcel	Administrateur Vice-Président corporate Development KNDS N.V.	Nomination - AGM 08/04/2020 Fin de mandat le 19/10/2021	KMW Armée de Terre Royale Néerlandaise	Membre de l'Aufsichtsrat (Conseil d'Administration) Officier (lieutenant-colonel) de Réserve
HILL Margaret	Administrateur	Nomination – AGM 08/01/2021 Fin de mandat le 29/06/2021		
KETZEL Ralph	Administrateur	Nomination – AGM 08/01/2021	KMW	CEO
LECESTRE Aurore	Administrateur KNDS Integration Officer	Nomination – AGO 23/03/2021		
SGOLUPPI Laurence	Administrateur Responsable Paic, SIRH et Avantages Sociaux	Nomination – AGO 29/06/2021		
BALDUCCHI Philippe	Administrateur	Nomination – CA 19/10/2021	KNDS	Directeur Financier
ABADIE Jean-Luc	Administrateur représentants les salariés	Nomination lors des élections du 14/06/2016 Prise de fonction 1 ^{er} Conseil qui suit 14/09/2016 Réélu lors des élections du 03/06/2021 Prise de fonction le 15/06/2021		
CROS Anne-Laure	Administrateur représentants les salariés	Nomination lors des élections du 14/06/2016 Prise de fonction 1 ^{er} Conseil qui suit 14/09/2016 Fin de mandat le 14/06/2021		
GOBERT Oliver	Administrateur représentants les salariés	Réélu lors des élections du 14/06/2016 Prise de fonction 1 ^{er} Conseil qui suit 14/09/2016 Réélu lors des élections du 03/06/2021 Prise de fonction le 15/06/2021		
LEQUEUX Oliver	Administrateur représentants les salariés	Nomination lors des élections du 03/06/2021 Prise de fonction le 15/06/2021		

ANNEXE 2 : TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES
Société Nexter Systems – Exercice 2021

NEXTER SYSTEMS					
Résultats financiers des cinq derniers exercices en Euro					
RUBRIQUES	31/12/2017 [12]	31/12/2018 [12]	31/12/2019 [12]	31/12/2020 [12]	31/12/2021 [12]
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	107 772 450	107 772 450	107 772 450	107 772 450	107 772 450
Nombre d'actions ordinaires existantes	7 184 830	7 184 830	7 184 830	7 184 830	7 184 830
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	464 325 905	588 906 584	758 836 848	743 750 579	815 720 345
Résultat d'exploitation	20 987 292	66 929 770	67 097 285	21 014 587	7 384 626
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	71 188 692	103 281 039	119 574 871	73 903 590	56 493 067
Participation des salariés	(209 786)	(1 966 629)	(5 369 271)	(1 561 125)	(1 839 799)
Impôt sur les bénéfices	(310 988)	(3 890 350)	(13 070 498)	(5 293 999)	(2 039 819)
Résultat après impôts, amortissements et provisions	62 845 013	94 269 139	84 275 856	26 033 789	15 795 467
Résultat distribué	48 282 058	54 173 618	53 311 439	45 982 912	29 817 045
RESULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	9,84	13,56	14,08	9,33	8,15
Résultat après impôts, amortissements et provisions	8,75	13,12	11,73	3,62	2,20
Dividende attribué à chaque action	6,72	7,54	7,42	6,40	4,15
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1 916	2 123	2 518	2 750	3 001
Montant de la masse salariale de l'exercice	110 315 736	123 970 507	144 684 896	158 605 924	176 391 803
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	53 920 363	59 414 648	68 186 813	72 197 435	80 777 902

Nexter Systems

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
Nexter Systems
13, Route de la Minière
78000 Versailles

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Nexter Systems relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note II de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables. Ces contrats requièrent une analyse détaillée pour définir le modèle de reconnaissance du revenu approprié. Les revenus et les résultats reconnus à l'avancement sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les chargés d'affaires sous le contrôle de la direction générale.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale.

Risques et litiges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et engagements liés à son activité tels que décrits dans les notes II et 7.1 de l'annexe.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la société pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'information relative à ces provisions fournies en notes annexes au 31 décembre 2021. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Valeur d'inventaire des participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans les notes II et 1.4 de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions établies par la direction générale.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 11 mars 2022

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Sébastien Lasou

NEXTER SYSTEMS

13, route de la Minière

78000 VERSAILLES

Etats financiers au 31 décembre 2021

NEXTER SYSTEMS
Bilan Actif au 31 décembre 2021 en milliers d'euro

Rubriques	Montant Brut	Amort-Prov	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT				
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT				
CONCESSIONS, BREVETS, DROITS SIMILAIRES	26 671	(20 259)	6 412	5 888
FONDS COMMERCIAL				
AUTRES IMMOBILIATIONS INCORPORELLES	10 115		10 115	4 657
AVANCES, ACOMPTES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	31 750	(7 203)	24 547	24 186
CONSTRUCTIONS	114 020	(59 152)	54 868	42 370
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIEL ET OUTILLAGE	87 361	(58 720)	28 641	19 062
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 259	(28 036)	9 223	7 899
IMMOBILISATIONS EN COURS	11 602		11 602	23 141
AVANCES, ACOMPTES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
AUTRES PARTICIPATIONS	322 044	(44 199)	277 845	277 598
CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS	3 128	(292)	2 836	2 125
AUTRES TITRES IMMOBILISÉS				
PRÊTS	121		121	160
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 457		2 457	2 222
ACTIF IMMOBILISE	646 527	(217 860)	428 667	409 307
STOCKS ET EN-COURS				
MATIÈRES PREMIÈRES, APPROVISIONNEMENTS	177 979	(39 704)	138 275	111 568
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS	90 467		90 467	(13 994)
EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES				
PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINIS	66 542	(10 851)	55 691	61 782
MARCHANDISES				
AVANCES, ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	118 767		118 767	116 255
CREANCES				
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	882 799	(1 260)	881 539	937 333
AUTRES CRÉANCES	40 994	(181)	40 813	35 008
CAPITAL SOUSCRIT ET APPELÉ, NON VERSÉ				
DIVERS				
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	319 559	(653)	318 906	291 080
DISPONIBILITÉS	83 379		83 379	74 989
COMPTES DE REGULARISATION				
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	9 707		9 707	1 507
ACTIF CIRCULANT	1 790 193	(52 649)	1 737 544	1 615 528
FRAIS D'EMISSION D'EMPRUNTS A ETALER				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	548		548	423
TOTAL ACTIF	2 437 267	(270 508)	2 166 759	2 025 257

NEXTER SYSTEMS
Bilan Passif au 31 décembre 2021 en milliers d'euro

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAL SOCIAL OU INDIVIDUEL	107 772	107 772
PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT	18 301	18 301
ECARTS DE RÉÉVALUATION		
RÉSERVE LÉGALE	10 777	10 777
RÉSERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RÉSERVES RÉGLEMENTÉES	245	245
AUTRES RÉSERVES	1 762	1 762
REPORT À NOUVEAU	236 441	234 904
RESULTAT DE L'EXERCICE	15 795	26 034
RESULTAT N-1 EN ATTENTE D'AFFECTATION		
ACOMPTES SUR DIVIDENDES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	1 655	
PROVISIONS REGLEMENTEES	3 006	3 006
CAPITAUX PROPRES	395 755	402 802
PRODUITS DES ÉMISSIONS DE TITRES PARTICIPATIFS		
AVANCES CONDITIONNÉES		
AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES	100 903	70 737
PROVISIONS POUR CHARGES	77 399	96 041
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	178 302	166 778
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES		
AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	63	56
EMPRUNTS, DETTES FINANCIÈRES DIVERS	21 493	16 498
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS	873 027	787 904
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	183 724	204 339
DETTES FISCALES ET SOCIALES	171 682	166 379
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHÉS	136	
AUTRES DETTES	340 929	278 872
COMPTES DE REGULARISATION		
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	1 286	1 384
DETTES	1 592 340	1 455 432
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	361	246
TOTAL PASSIF	2 166 759	2 025 257

Résultat de l'exercice en centimes **15 795 467,24**

Total du bilan en centimes **2 166 758 630,38**

NEXTER SYSTEMS
Compte de résultat 31 décembre 2021 en milliers d'euro

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
VENTES DE MARCHANDISES				
PRODUCTION VENDUE - BIENS	380 505	215 365	595 870	554 079
PRODUCTION VENDUE - SERVICES	192 094	27 756	219 850	189 672
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	572 600	243 121	815 720	743 751
PRODUCTION STOCKÉE			103 380	114 247
PRODUCTION IMMOBILISÉE			108	103
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			222	
REPRISES SUR AMORT ET PROV, TRANSFERTS DE CHARGES			24 703	20 560
AUTRES PRODUITS			30 090	29 492
PRODUITS D'EXPLOITATION			974 224	908 153
ACHATS DE MARCHANDISES Y COMPRIS DROITS DE DOUANE				(14)
VARIATION DE STOCK (MARCHANDISES)				
ACHATS MAT PREMIÈRES, AUTRES APPROVISIONNEMENTS			(259 398)	(249 368)
VARIATION DE STOCK (MAT PREMIÈRES ET APPRO)			27 102	15 897
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES			(395 015)	(338 861)
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			(14 278)	(14 630)
SALAIRES ET TRAITEMENTS			(176 392)	(158 606)
CHARGES SOCIALES			(80 778)	(72 197)
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS			(14 031)	(11 691)
SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX PROVISIONS				
SUR ACTIF CIRCULANT DOTATIONS AUX PROVISIONS			(3 061)	(3 618)
POUR RISQUES ET CHARGES DOTATIONS AUX PROVISIONS			(42 798)	(46 311)
AUTRES CHARGES			(8 191)	(7 739)
CHARGES D'EXPLOITATION			(966 839)	(887 138)
RESULTAT D'EXPLOITATION			7 385	21 015
OPERATIONS EN COMMUN				
OP EN COMMUNS - BÉNÉFICE ATRIBUÉ, PERTE TRANSFÉRÉE				
OP EN COMMUN PERTE SUPPORTÉE, BÉNÉFICE TRANSFÉRÉ				
PRODUITS FINANCIERS				
PRODUITS FINANCIERS DE PARTICIPATIONS			8 966	18 470
PDTS DES AUTRES VAL MOB ET CRÉANCE DE L'ACTIF IMMO				
AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			2 210	428
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES			1 519	8 002
DIFFÉRENCES POSITIVES DE CHANGE			4 346	1 158
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VAL MOB DE PLACEMENT			365	702
PRODUITS FINANCIERS			17 407	28 760
DOT FINANCIÈRES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			(1 606)	(6 056)
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS			(208)	(188)
DIFFÉRENCES NÉGATIVES DE CHANGE			(2 089)	(2 694)
CHARGES NETTES SUR CESSION DE VAL MOB DE PLACEMENT			(1 293)	(4 475)
CHARGES FINANCIÈRES			(5 196)	(13 414)
RESULTAT FINANCIER			12 211	15 347
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			19 595	36 361

NEXTER SYSTEMS
Compte de résultat 31 décembre 2021 en milliers d'euro

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS DE GESTION		
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL	251	177
REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	251	177
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPÉRATIONS DE GESTION	(16)	
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL	(55)	(3 587)
DOT EXCEP AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(100)	(62)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(171)	(3 649)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	80	(3 472)
PARTICIPATION DES SALARIÉS AU RÉG DE L'ENTREPRISE	(1 840)	(1 561)
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	(2 040)	(5 294)
TOTAL DES PRODUITS	991 882	937 090
TOTAL DES CHARGES	(976 086)	(911 056)
BENEFICE OU PERTE	15 795	26 034

ANNEXE

I FAITS CARACTERISTIQUES

Aucun fait caractéristique n'est intervenu au cours de l'exercice de nature à affecter la lecture comparative des états financiers.

II REGLES ET METHODES

Les comptes annuels de Nexter Systems sont établis conformément au PCG (Plan Comptable Général) et aux principes généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement et d'industrialisation

Les frais de recherche et de développement autofinancés sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont exposés.

Les frais de recherche et développement et d'industrialisation, spécifiques à des contrats, sont intégrés dans les résultats à fin d'affaire desdits contrats et donc pris en résultat de la période au fur et à mesure des livraisons des contrats concernés.

Brevets, logiciels, concessions et autres valeurs incorporelles

Les brevets, logiciels, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition.

Leur durée d'utilisation ressort à :

	Durées	Mode
Brevets	5 ans	Linéaire
Logiciels	7 ans	Linéaire
Droit au Bail	Non amortissable	N/A

Immobilisations corporelles

Les règles édictées par le CRC n°2002-10, CRC n° 2003-07 et CRC n°2004-06 sont appliquées.

L'approche par composant est mise en œuvre si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'actif ont chacun une utilisation différente ou procurent des avantages économiques à la société selon un rythme différent. Chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun des éléments est retenu.

Dans le cas contraire, l'immobilisation reste un bien non décomposable.

Les plans d'amortissement sont déterminés selon la nature, la durée et les conditions probables d'utilisation des biens, en prenant en compte la valeur résiduelle du bien si celle-ci est significative.

Les durées et modes d'amortissements économiques généralement retenus pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

a) Biens immobiliers

	Durées	Mode
Structure	35 ans	Linéaire
Couverture	25 ans	Linéaire
Agencements, aménagements et Installations	15 ans	Linéaire
Biens non décomposés	25 ans	Linéaire

b) Biens mobiliers

Les durées sont déclinées par famille et par composant :

	Durées	Mode
Installations complexes et à caractère spécifique	10 ans à 15 ans	Linéaire
Machines-outils, autres appareils de fabrication, équipement et matériel de mesure	12 ans à 15 ans	Linéaire
Outillages	10 ans à 15 ans	Linéaire
Outillages spécifiques	15 ans	Linéaire
Matériel de transport	12 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 ans	Linéaire

Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

A la fin de chaque exercice, la société apprécie s'il existe un indice interne ou externe quelconque montrant qu'une immobilisation corporelle ou incorporelle a perdu notablement de la valeur.

Les immobilisations corporelles et incorporelles amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice interne ou externe de perte de valeur est décelé. Si la perte de valeur est avérée, une dépréciation est constatée et le plan d'amortissement potentiellement revu en conséquence.

Le test de dépréciation effectué sur le mali technique classé en autres immobilisations financières est réalisé sur l'ensemble composé de l'actif sous-jacent et de la quote-part du mali affectée à cet actif.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est évaluée au coût d'achat historique d'entrée dans le patrimoine hors frais accessoires.

Pour les sociétés contrôlées et les participations faisant partie d'une stratégie durable de la société, la valeur d'inventaire est appréciée d'après la valeur d'usage, cette dernière étant déterminée à partir de la quote-part des capitaux propres de la filiale et compte tenu des perspectives d'activité à moyen terme.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation est constituée à hauteur du montant de cette différence.

Contrats à long terme

Pour les contrats à long terme, une prévision de résultat à fin d'affaire est déterminée lors de l'enregistrement en carnet de commandes et est ré-estimée à chaque arrêté de comptes selon les hypothèses les plus vraisemblables à cette date.

Cette prévision de résultat comprend notamment la prise en compte des pénalités correspondant aux retards effectifs ou prévus en fonction du calendrier prévisionnel de livraison du contrat. Il existe quatre types de pénalités : pénalités définitives, pénalités notifiées (par le client), pénalités encourues (livraison réalisée) et pénalités potentielles (livraison à venir).

Les résultats sont constatés en résultat de période au fur et à mesure des livraisons des lots de fabrication ou des dossiers d'études. Les coûts encourus et comptabilisés en charges sont ainsi ajustés sur la base de l'avancement du chiffre d'affaires, en contrepartie du compte de stocks d'en-cours de production.

En cas de perte à fin d'affaire, celle-ci est provisionnée pour sa totalité dès qu'elle est connue.

Cette perte à fin d'affaire comprend une estimation de l'ensemble des coûts directs. Les frais hors production (généraux et administratifs) sont directement pris en charge dans l'exercice. Ils ne sont pas inclus dans la provision pour perte à terminaison des contrats déficitaires.

Stocks et en-cours

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré. Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les produits et en-cours de production sont évalués à leur coût de production. Les charges fixes de fabrication sont prises en compte sur la base des capacités de production de l'entreprise (hors sureffectifs et surmoyens éventuels).

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque le coût devient supérieur à la valeur d'utilité à la date de clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. La valeur d'inventaire des créances est appréciée au cas par cas et donne lieu le cas échéant à comptabilisation d'une dépréciation. Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'un risque de non-recouvrement est identifié.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération au cours Banque de France fin de mois ou au cours des couvertures de change mises en place. Les dettes et créances non couvertes et les disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur en euro au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de la valorisation à ce dernier cours des dettes et créances en devises est portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Les dettes ou créances libellées en devises et couvertes par des engagements individualisés libellés dans la même devise sont valorisées sur la base du cours moyen des couvertures spécifiques mises en place au titre de la gestion du risque de change.

Instruments de couverture

L'enregistrement des charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture de change ou de taux est symétrique à l'enregistrement des résultats des éléments couverts.

Provisions

Un passif est une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Indemnités de fin de carrière

Conformément à la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) 2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021, la société a choisi d'adopter dans ses comptes individuels la nouvelle méthode d'évaluation requise en consolidation selon les normes IFRS, qui fait suite à une décision de l'IASB (*International Accounting Standards Board*) en mai 2021 et à la position prise par le Comité d'interprétation des normes IFRS (*IFRS IC*). Cette décision conduit à ne plus répartir les droits sur l'ensemble de la période d'emploi du salarié, mais à étaler l'engagement uniquement à partir de la date à laquelle chaque année de service compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

L'impact de ce changement de méthode comptable est enregistré en contrepartie des capitaux propres d'ouverture de l'année 2021. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice antérieur présentés à titre de comparatif ne sont par conséquent pas impactés.

Les Indemnités de Fin de Carrière (IFC) concernent le personnel soumis à la convention collective. L'évaluation des IFC est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la recommandation de l'ANC du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021.

Les salariés ayant le statut de fonctionnaire en service détaché et les ouvriers sous décret du 9 juillet 1990 sont exclus du calcul, leurs indemnités éventuelles étant prises en charge par l'Etat.

La valorisation des IFC est basée sur un effectif de 2 812 personnes sous convention collective présentes dans la société au-delà du 31 décembre. Les IFC sont comptabilisées en provision pour charges. Au cours de l'exercice 2014, la société a procédé à une externalisation de la gestion de sa provision IFC par la constitution d'un fonds de garantie auprès de deux compagnies d'assurance vie spécialisées de 1^{er} rang. Le montant de la provision IFC tient compte de la juste valeur de cet actif au 31 décembre.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- ♦ Rotation des effectifs sur la base des statistiques 2021,
- ♦ Age de départ à la retraite à 65 ans pour les cadres et 62 ans pour les non-cadres,
- ♦ Révision à la hausse, en moyenne de 3%, du taux de revalorisation des salaires,
- ♦ Prise en compte d'une actualisation à 0,95%.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes de la société Nexter Systems conduit à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui ont des incidences sur l'évaluation des résultats, des actifs et des passifs.

Ces hypothèses comportent, en raison de leur nature, une certaine part d'incertitude.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement.

III EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2021

Il n'y a pas d'événement postérieur au 31 décembre 2021 ayant un impact sur les comptes de la société pour cet arrêté.

IV INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

◆ Environnement

La société consciente de ses obligations et responsabilités continue de développer une politique environnementale selon les axes suivants :

Pour la protection de l'eau, les effluents liquides industriels des établissements de Bourges et Roanne sont traités préalablement à leur rejet. Sur le site de Roanne, l'installation principale de traitement de surface dispose en complément d'un équipement de traitement des effluents en circuit fermé, sans rejet liquide. De même une installation de lavage après usinage est équipée d'un système « zéro rejet ». Sur le site de Bourges, des aménagements ont été menés sur les chaînes de traitement de surface pour diminuer l'impact sur les rejets aqueux. Sur les quatre sites de Roanne, Bourges, Versailles et Toulouse, les eaux usées domestiques sont raccordées sur le réseau d'assainissement urbain et les eaux pluviales sont collectées au moyen d'un réseau séparatif et traitées avant rejet dans le milieu naturel.

Dans le domaine de l'air, différentes actions visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre ont été menées :

- Mise en place d'un plan de mobilité à Bourges et Satory destiné à sensibiliser au covoiturage et offrir aux personnels de l'entreprise des solutions alternatives de transport pour leurs trajets travail-domicile, en remplacement de l'usage de véhicules personnels et émettant moins de gaz carbonique (CO₂),
- Poursuite de la mise en place d'une flotte de véhicules de services électriques, et installation de bornes de recharges électriques pour véhicules sur les parkings,
- Compensation d'émission de CO₂ en adhérant à des programmes de reboisement dans des zones proches des sites.

Concernant le thème de l'énergie, des actions destinées à réduire les consommations de gaz et d'électricité se sont poursuivies. A cet effet différents travaux ont été menés :

- Réalisation d'audits énergétiques,
- Travaux d'isolation thermique,
- Optimisation des gestions techniques de climatisation et de chauffage.

Sur le thème des déchets, plusieurs initiatives ont été menées en faveur d'un meilleur recyclage de la matière.

La société Nexter Systems dispose d'un système de management de l'environnement s'appuyant sur le référentiel de la norme ISO 14001 (version 2015) dont la certification a été renouvelée en mars 2021 pour une durée de trois ans.

Les dépenses prévues en matière de protection de l'environnement sont reprises chaque année dans le Plan Annuel de Prévention (P.A.P.).

Sur le plan de la conformité réglementaire, la politique Qualité Sécurité Environnement signée par le Directeur Général précise les orientations de la société en la matière. Chaque établissement décline

ensuite localement cette politique au travers de ses propres plans d'actions. La veille et la conformité réglementaire sont maîtrisées à l'aide d'un logiciel spécifique.

En matière d'organisation et de management, chaque établissement de la société dispose d'un département prévention des risques et la société dispose, en complément, d'une Direction Santé Sécurité Environnement rattachée au Directeur des Ressources Humaines.

Département prévention des risques : au niveau de chaque établissement, le responsable prévention des risques conseille le directeur d'établissement et met en œuvre les plans d'actions locaux dans le domaine de l'environnement conformément aux orientations fixées par la Direction Santé Sécurité Environnement.

Direction Santé Sécurité Environnement : Le directeur s'assure de l'application par les établissements de la législation et de la réglementation, en particulier dans le domaine de la protection de l'environnement. Il détermine les axes d'effort et coordonne l'élaboration des plans d'actions locaux.

Un comité Santé-Sécurité-Environnement composé des membres de la Direction Santé Sécurité Environnement et de l'ensemble des responsables prévention des risques se réunit tous les deux mois afin de passer en revue des sujets d'intérêt commun et partager les retours d'expériences de chacun.

- ♦ **Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires s'élève à 175 k€ pour l'exercice.

- ♦ **Conséquences de l'évènement Covid-19**

La poursuite de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a eu des effets limités tant sur l'activité de la société, qui a respecté ses engagements vis-à-vis de ses clients, que sur l'évaluation de ses actifs et passifs, qui ont fait l'objet d'une revue spécifique. Par ailleurs, conformément aux recommandations de l'ANC du 8 janvier 2021, les coûts afférents liés notamment à la mise en place des équipements et moyens de protection sont enregistrés en résultat d'exploitation.

NOTE 1 – ACTIF IMMOBILISE**1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles : Valeurs brutes**

Valeurs brutes en milliers d'Euro	31/12/2020	Fusion	Acquisition	Virement	Cession	Rebut	31/12/2021
Logiciels, licences	24 088			1 983		(140)	25 931
Brevets & marques	740						740
Fonds commercial							
Immobilisations incorporelles en cours	4 657		7 441	(1 983)			10 115
Autres incorporels							
Total immobilisations incorporelles	29 485		7 441			(140)	36 786
Terrains	30 801			972		(23)	31 750
Constructions, installations, agencements	97 246			17 257		(483)	114 020
Installations techniques, matériel industriel	75 674			14 371		(2 684)	87 361
Matériel de bureau, informatique & mobilier	14 244		2	725		(218)	14 754
Matériel de lavage & équipements divers	17 221			3 092		(427)	19 886
Autres immobilisations corporelles	2 739			16		(135)	2 620
Immobilisations en cours	23 141		24 894	(36 433)			11 602
Total immobilisations corporelles	261 066		24 896			(3 970)	281 992
Total général	290 551		32 337			(4 110)	318 778

Les **Immobilisations incorporelles** comprennent des logiciels ou leurs licences d'utilisations pour 25,9 M€, ainsi que des brevets et marques pour 0,7 M€.

Compte tenu de l'activité du Groupe et de la particularité de chacun de ses clients / prospects, les dépenses de développement sont réalisées sur des marchés très spécifiques comprenant un nombre restreint d'acteurs. La spécificité des produits développés rend ainsi très difficile une mutualisation des études de développement et donc l'activation des coûts engagés.

Les **Immobilisations corporelles** acquises dans l'exercice sont constituées de constructions, d'aménagements des constructions et d'investissements dédiés à l'amélioration des moyens de production et de sécurité existants dans les centres.

Les mises au rebut correspondent principalement à des agencements de constructions et à des équipements de production devenus obsolètes.

1.2 Immobilisations incorporelles et corporelles : Amortissements

Amortissements en milliers d'Euro	31/12/2020	Fusion	Dotation	Virement	Cession	Rebut	31/12/2021
Logiciels, licences	18 825		1 443			(140)	20 129
Brevets & marques	115		15				130
Fonds commercial							
Autres incorporels							
Total immobilisations incorporelles	18 940		1 459			(140)	20 259
Terrains	6 616		611			(23)	7 203
Constructions, installations, agencements	54 875		4 757			(483)	59 151
Installations techniques, matériel industriel	56 608		4 798			(2 684)	58 717
Matériel de bureau, informatique & mobilier	10 404		1 013			(218)	11 199
Matériel de levage & équipements divers	14 114		1 119			(427)	14 802
Autres immobilisations corporelles	1 787		374			(135)	2 034
Total immobilisations corporelles	144 404		12 673			(3 970)	153 107
Total général	163 344		14 131			(4 110)	173 366

1.3 Immobilisations financières : Tableau des filiales et participations

En milliers d'Euro Sociétés	Capital social	Capitaux propres	% détenu	Avals & cautions donnés	Chiffre d'affaires	Résultat net
CTAI	214	16 773	50,00%	Néant	47 579	6 674
CIME BOCUZE (1)	4 000	18 507	0,00%	Néant	22 675	2 862
SOFEMA (1)	3 750	123 490	9,02%	Néant	36 768	2 483
ODAS (1)	30 000	(13 074)	8,00%	Néant	291 661	(22 485)
SCI LA CERONE	300	807	55,00%	Néant	447	221
NEWCO 10	38	40	100,00%	Néant		(3)
NEXTER SERVICES	38	24	100,00%	Néant		(1)
NEXTER ROBOTICS	500	1 378	100,00%	Néant	5 489	(399)
NEXTER TRAINING	600	1 176	100,00%	Néant	2 110	365
TNS MARS	15	4 731	37,50%	Néant	7 127	2 562
NEXTER MECHANICS	7 979	18 535	99,99%	Néant	31 070	2 250
NBC-SYS	3 644	10 646	100,00%	Néant	25 054	1 808
NEXTER MUNITIONS	52 271	199 241	99,99%	Néant	288 289	20 974
MECAR	30 093	28 707	99,99%	Néant	62 823	4 207
SIMMEL DIFESA	7 125	20 538	100,00%	Néant	51 632	3 832

(1) chiffres 2020 ou courant 2021

1.4 Immobilisations financières : Valeur des titres

En milliers d'Euro Sociétés	31/12/2021		31/12/2020
	Valeur comptable des titres		Valeur nette des titres
	Brute	Nette	
CTAI	42 595	8 387	7 481
CIME BOCUZE	0	0	0
SOFEMA	6 730	6 730	6 730
ODAS	2 400		755
SCI LA CERONE	165	165	165
NEXTER SYSTEMS INDIA			1
NEWCO 10	75	40	42
NEXTER SERVICES	72	24	25
NEXTER ROBOTICS	7 507		40
NEXTER TRAINING	1 147	1 147	794
TNS MARS	14	14	14
NEXTER MECHANICS	15 676	15 676	15 676
NBC-SYS	4 075	4 075	4 075
NEXTER MUNITIONS	94 107	94 107	94 107
MECAR	104 367	104 367	104 367
SIMMEL DIFESA	43 114	43 114	43 325
Total	322 044	277 845	277 598

En 2021, les titres de Nexter Systems India ont été annulés suite au paiement du solde de liquidation de cette société. Un boni de liquidation de 0,1 M€ a été enregistré dans les comptes de Nexter Systems.

Dépréciation des Immobilisations financières

Les reprises de provisions pour dépréciations concernent les titres suivants :

- CTAI : 0,9 M€,
- Nexter Training : 0,4 M€.

Les dotations aux provisions pour dépréciations concernent principalement la société ODAS pour 0,8 M€.

Les augmentations et diminutions de dépréciation comptabilisées sur la période reflètent l'évolution de la quote-part des capitaux propres et les perspectives des filiales au 31 décembre 2021.

Les **créances rattachées à des participations** correspondent à un prêt accordé à Nexter Robotics pour 2 M€ et à TNS Mars pour 1,1 M€.

Le prêt accordé à Nexter Robotics est déprécié à hauteur de 0,3 M€.

Les **Autres immobilisations financières** correspondent principalement au mali technique sur la société NBC-SYS.

NOTE 2 – STOCKS ET EN-COURS

Stocks bruts en milliers d'Euro	Matières premières	En-cours de production	Produits finis et intermédiaires	Marchandises	31/12/2021	31/12/2020
Valeur brute au 1er janvier	150 877	(13 994)	76 204		213 086	81 043
Variation	27 102	104 462	(9 662)		121 901	132 043
Autres						
Valeur brute à la fin de la période	177 979	90 467	66 542		334 987	213 086

La variation des stocks et en-cours résulte essentiellement du niveau d'exécution des contrats. La position créditrice de l'en-cours de production résulte de la méthode Groupe de comptabilisation des contrats à long terme, soit à l'avancement du chiffre d'affaires.

Une partie de l'en-cours de production, concernant des contrats sans facturation complémentaire attendue, a été reclassée au 31 décembre 2021 en provisions pour charges à hauteur de 58,3 M€, soit une variation de - 8,6 M€ par rapport au 31 décembre 2020 (cf. Note 7).

NOTE 3 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances (brutes) en milliers d'Euro	Montants	A moins d'un an	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	3 128	3 128	
Autres actifs immobilisés			
Prêts	121	80	40
Autres immobilisations financières	2 457		2 457
Actif circulant			
Avances et acomptes versés	118 767	75 016	43 751
Créances clients et comptes rattachés	882 799	882 799	
Autres créances	40 994	39 699	1 295
Total général	1 048 266	1 000 723	47 543

Les **Créances rattachées à des participations** sont détaillées en Note 1.4.

Les **Prêts** sont constitués principalement de prêts accordés au personnel.

Les **Autres immobilisations financières** comprennent la mali technique sur la société NBC SYS pour 1,9 M€ et des dépôts et cautionnements versés pour 0,6 M€.

Les **Avances et acomptes** versés aux fournisseurs concernent notamment les acomptes sur commandes de pièces liées aux contrats (composants mécaniques et électroniques).

Les **Créances clients** sont représentées par les factures sur les contrats dues par l'Etat français pour 737 M€, par des clients étrangers pour 123 M€, des clients Groupe pour 16 M€, et d'autres clients français pour 7 M€. Il n'y a pas d'effets à recevoir au 31 décembre 2021.

Les **Autres créances** sont composées principalement de la TVA pour 16,5 M€, d'un produit à recevoir au titre d'une garantie de passif accordée par Giat Industries pour 8,4 M€, du compte d'intégration fiscal pour 6,9 M€ et de créances fiscales pour 6,4 M€.

Une convention de centralisation de trésorerie « cash pooling » existe entre la société et ses filiales. Cette convention courante a été conclue à des conditions normales de marché.

Etat des dettes en milliers d'Euro	Montants	A un an au plus	De 1 à 5 ans
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit (hors concours bancaires courants)	35	35	
Concours bancaires courants	27	27	
Autres emprunts et dettes financières	21 493	21 478	15
Avances et acomptes reçus	873 027	381 784	491 243
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	183 724	183 724	
Dettes fiscales et sociales	171 682	171 682	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	136	136	
Autres dettes	340 929	337 564	3 366
Total général	1 591 054	1 096 431	494 624

Aucune dette ne présente d'échéance supérieure à 5 ans.

Les **Dettes fournisseurs** regroupent :

- Les factures à payer dues aux fournisseurs externes au Groupe pour 96,1 M€,
- Les factures à payer à certaines sociétés du Groupe pour 15,2 M€,
- Les factures non parvenues (FNP) pour des produits réceptionnés avant le 31 décembre 2021 à hauteur de 72,4 M€ concernant des fournisseurs Groupe et hors Groupe.

Il n'y a pas d'effets à payer au 31 décembre 2021.

Les **Dettes fiscales et sociales** sont principalement composées :

- Des charges à payer au personnel pour 43,9 M€, dont la provision pour congés à payer au personnel pour 26,6 M€,
- Des dettes et charges à payer aux organismes sociaux pour 29,8 M€, dont les charges à payer sur les congés dus au personnel pour 12,2 M€,
- Des comptes de TVA pour 95,2 M€ dont la TVA à régulariser sur facture à établir pour 85,3 M€.

Les **Autres dettes** sont essentiellement constituées des dettes Groupe (comptes courants de trésorerie créditeurs) pour 265 M€, des avoirs à établir à des clients pour 37,9 M€, des charges à payer sur les contrats pour 21,3 M€ et des dividendes à payer pour 16,5 M€.

NOTE 4 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2021, les plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement sont non significatives. Elles n'ont pas été prises en compte dans le résultat financier de la période. Les moins-values latentes ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation (cf. Note 7.2).

NOTE 5 – CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En milliers d'Euro	Charges		Produits	
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Maintenance informatique	8 640			
Loyers	1 067	1 025		
Autres		482	1 286	1 384
Total général	9 707	1 507	1 286	1 384

Les charges et produits constatés d'avance sont relatifs à des opérations courantes.

NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES

6.1 Capital social

Le capital social entièrement libéré se compose de 7 184 830 actions de 15 euros et s'élève à 107 772 450 euros.

La société KNDS détient l'intégralité de ces actions, à l'exception d'une action détenue par l'Etat français au titre des actifs stratégiques.

6.2 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'Euro	Capital social	Prime d'émission, fusion	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Acompte sur dividende	Subvention investissement	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2020	107 772	18 301	12 784	234 904	26 034			3 006	402 802
Affectation du résultat N-1				26 034	(26 034)				
Dividendes				(29 817)					(29 817)
Résultat					15 795				15 795
Acompte sur dividende									
Autres variations				5 321			1 655		6 976
Au 31 décembre 2021	107 772	18 301	12 784	236 441	15 795		1 655	3 006	395 756

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2021 a décidé de procéder à une distribution de dividende prélevée sur le compte « report à nouveau » pour un montant de 29,8 M€.

L'application rétrospective du changement de méthode de calcul des engagements de retraite, qui suit dans les comptes individuels l'évolution des normes IFRS, entraîne une correction du report à nouveau à l'ouverture de 5,3 M€ (cf. II Règles et Méthodes).

Des subventions reçues en cours d'année 2021 n'ont pas été rapportées au résultat pour un montant de 1,7 M€.

Les provisions réglementées reflètent la différence d'amortissement constatée pour les biens dont la base fiscale est différente de la base comptable. Leur reprise n'intervient que lors de la cession desdits biens.

NOTE 7 – TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS

7.1 Provisions

Provisions pour risques et charges en milliers d'Euro	31/12/2020	Fusion	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	31/12/2021
Provisions pour litiges	728		34	(133)	(14)		615
Garanties données aux clients	19 978		5 253	(1 921)	(2 588)		20 722
Provisions pour pertes sur contrats à long terme	6 674		22 364	(2 532)			26 506
Autres provisions pour risques sur contrats	13 568		11 653	(966)	(793)		23 464
Autres provisions pour risques	29 790		561	(307)	(447)		29 597
Indemnités Fin de Carrière	16 437			(2 309)	(1 809)	(5 321)	6 998
Provisions pour charges	79 604		2 993	(3 581)	(34)	(8 581)	70 401
Total des provisions	166 778		42 857	(11 749)	(5 684)	(13 902)	178 302

Autres provisions pour risques sur contrats

Le montant figurant dans ces provisions correspond, entre autres, aux pénalités de retard. Les reprises de provisions constatées sur la période correspondent principalement à des pénalités versées ou exonérées.

Autres provisions pour risques

Les autres provisions pour risques concernent notamment des risques sociaux ou d'autres risques sur contrats.

Indemnités Fin de Carrière

Le changement de la méthode de calcul de la provision, ainsi que la hausse des taux d'actualisation, contribuent à :

- Une réduction de la provision à hauteur de 5,3 M€ en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres (cf. Note 6.2),
- Une reprise de provision de 4,1 M€.

Provisions pour charges

Une partie de l'en-cours de production, concernant des contrats sans facturation complémentaire attendue, a été reclassée au 31 décembre 2021 en provisions pour charges à hauteur de 58,3 M€ (cf. Note 2).

Par ailleurs, des coûts de dépollution sont provisionnés, couverts pour partie par une garantie de passif accordée par Giat Industries (cf. Note 3).

7.2 Dépréciations

Dépréciations en milliers d'Euro	31/12/2020	Fusion- Reclassement	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
Dépréciations des immobilisations	5			(1)	4
Dépréciations des stocks & en-cours	53 730		2 700	(5 876)	50 555
Dépréciation des créances	1 109		361	(29)	1 441
Dépréciations des disponibilités	379		457	(182)	653
Total dépréciations actif	55 222		3 518	(6 088)	52 652

NOTE 8 – DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS DIFFERENTS POSTES DU BILAN

ACTIF en milliers d'Euro	31/12/2021
Prêts - Intérêts courus sur des créances rattachées à des participations	3
Clients & comptes rattachés	522 489
Autres créances	10 203
Disponibilités	
Total des produits à recevoir	532 695

Le poste **Clients & comptes rattachés** correspond à des factures à établir.

Les **Autres créances** correspondent principalement à un produit à recevoir lié à la dépollution au titre d'une garantie de passif accordée par Giat Industries pour 8,4 M€.

PASSIF en milliers d'Euro	31/12/2021
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit et des filiales	35
Emprunts & dettes financières divers	
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	72 388
Dettes fiscales et sociales	65 870
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	136
Autres dettes	59 229
Total des charges à payer	197 658

Le poste **Dettes fournisseurs & comptes rattachés** correspond à des factures non parvenues hors groupe pour 72,4 M€.

Les charges à payer du poste **Dettes fiscales et sociales** sont constituées essentiellement des congés payés dus au personnel (y compris charges sociales) pour 38,8 M€, des autres frais de personnel pour 16,7 M€ et d'autres charges sociales et fiscales pour 10,3 M€.

Les **Autres dettes** sont principalement constituées des charges liées aux contrats clients et constatées en fonction de l'avancement du chiffre d'affaires, et des avoirs à établir.

NOTE 9 – DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En milliers d'Euro	31/12/2021					2020
	Etudes	Produits	Prestations	Divers	Total	Total
Clients						
France	24 963	380 505	167 132		572 600	502 993
Export	7 621	215 365	20 135		243 121	240 758
	Total au 31 décembre 2021	32 584	595 870	187 266	815 720	743 751
	Total exercice 2020	14 358	554 079	175 313	743 751	

NOTE 10 – DETAIL DES AUTRES CHARGES ET PRODUITS

Les **Autres charges** correspondent essentiellement aux pénalités sur contrats et aux pertes de change à caractère commercial.

Les **Autres produits** correspondent principalement aux refacturations des moyens communs (prestations informatiques, téléphonie, assurances), aux refacturations des frais de personnel et de formation, aux redevances perçues au titre des conventions globales de services du Groupe.

NOTE 11 – ANALYSE DES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Résultat financier en milliers d'Euro	31/12/2021		31/12/2020
	Résultat définitif	Résultat latent	
Rendement net des placements (trésorerie disponible)	7 839		14 532
Produit net des prêts, emprunts, comptes courants	2		10
Charges ou produits financiers sur contrats	2 204		395
Dépréciation nette des titres de participations, des prêts et vmp		(92)	1 946
Résultat de change	2 257		(1 536)
	Total du résultat financier	12 211	15 346

Pour l'analyse des « Dépréciations nettes des titres de participation », une information est présentée dans la Note 1.4 « Dépréciation des immobilisations financières ».

Le montant des dividendes reçus s'élève à 8,9 M€.

NOTE 12 – ANALYSE DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le résultat exceptionnel de la période est non significatif.

NOTE 13 – IMPOT SUR LES BENEFICES

En date du 11 avril 2016 la société a opté pour le régime de fiscalité de groupe, dit régime d'intégration fiscale, avec effet au 1^{er} janvier 2016. De ce fait, Nexter Systems est depuis seule redevable de l'impôt sur les sociétés dû sur l'ensemble des résultats du Groupe, pour les filiales éligibles.

La convention d'intégration fiscale mise en place prévoit que chaque société comptabilise son impôt sur la base de ses résultats propres et verse à la société Nexter Systems les acomptes et le solde correspondant à cet impôt.

La société Nexter Systems calcule l'impôt du groupe fiscal dont elle est la mère en tenant compte de l'incidence des retraitements liés à l'intégration fiscale afin de déterminer un résultat fiscal d'ensemble.

Les économies d'impôt (ou charge d'intégration fiscale) réalisées par le groupe fiscal sont enregistrées dans les comptes de la société mère Nexter Systems. Au 31 décembre 2021, la société Nexter Systems a ainsi constaté une charge de 0,8 M€.

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices est présentée ci-après :

Ventilation en milliers d'Euro	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Après impôt
	2021	correspondant	2021	2020
Résultat courant	19 595	(2 017)	17 578	29 340
Résultat exceptionnel	80	(466)	(386)	(3 464)
Participation	(1 840)	443	(1 396)	158
Résultat comptable	17 835	(2 040)	15 795	26 034

Les déficits de Nexter Systems qui ont pris naissance avant l'appartenance de la société au groupe d'intégration fiscale, demeurent imputables sur les bénéfices futurs de Nexter Systems.

Il est rappelé que Giat Industries a créé Nexter Systems en 2006, par apport d'une branche complète d'activité. Les déficits actuels de la société trouvent leur origine dans un transfert en provenance de Giat Industries, suite à un agrément ministériel obtenu en 2008.

La société est impactée par le mécanisme du plafonnement à 50% de l'imputation des déficits antérieurs sur le bénéfice fiscal de l'exercice, ce qui induit pour la société une charge d'impôt sur les sociétés de 4,7 M€, réduite du montant des crédits d'impôts 2021 à concurrence de 3,5 M€.

La société est en mesure d'estimer avec un degré de fiabilité suffisant les bases du Crédit Impôt Recherche (CIR) de l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées. Le CIR est dès lors reconnu durant l'année de constatation des dépenses éligibles. Par conséquent, le CIR a été évalué au 31 décembre 2021 à partir des dépenses de recherche considérées comme éligibles engagées en 2021. A ce titre, le montant comptabilisé au 31 décembre 2021 s'élève à 3,4 M€.

Les allègements futurs d'impôt sont présentés ci-dessous :

Différences temporaires allègement futur d'impôt en milliers d'Euro	Montant
Décalages temporaires :	
- Subventions	1 655
- Provisions pour risques et charges	109 074
- Dépréciations d'actifs corporels	4
- Dépréciations d'immobilisations financières	44 199
- Dépréciations de stocks et en-cours	44 843
- Dépréciations de créances	1 441
- Dépréciations de prêts	292
- Charges à payer	26 387
Déficits propres reportables	521 177
Total	749 071
Impôt différé au taux de 25,83% (Gain)	193 485

NOTE 14 – ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

Eléments concernant les entreprises liées en milliers d'Euro	31/12/2021		
	Total	Entreprises liées	Autres Participations
Postes de l'actif			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations financières	280 682	271 552	9 130
Clients & comptes rattachés	16 443	16 443	
Comptes courants groupe	871	871	
Avances & acomptes versés sur commandes	33 781	33 781	
Débiteurs divers	7 299	7 299	
Postes du passif			
Provisions pour risques			
Emprunts & dettes financières divers	20 015	20 015	
Fournisseurs & comptes rattachés	15 227	15 227	
Avances & acomptes reçus sur commandes	101	101	
Fournisseurs d'immobilisations			
Comptes courants groupe	281 676	281 676	
Autres dettes	859	859	
Postes du compte de résultat			
Produits d'exploitation			
Ventes de biens & services (France)	10 218	10 218	
Ventes de biens & services (Export)			
Autres produits d'exploitation	24 132	24 132	
Charges d'exploitation			
Achats de matières premières & autres achats	49 521	49 521	
Autres achats & charges externes	21 565	21 565	
Autres charges			
Produits financiers			
Produits financiers des participations	8 966	8 966	
Autres intérêts & produits assimilés	1	1	
Reprises de provisions	1 258	1 258	
Charges financières			
Dotations aux provisions	1 089	344	755
Intérêts & charges assimilés			
Produits exceptionnels			

Sont retenues comme entreprises liées les sociétés du Groupe consolidées selon la méthode de l'intégration globale et les sociétés en opération conjointe.

Transactions avec des parties liées

Conformément aux dispositions du règlement n°2010-02 homologué par arrêté du 29 décembre 2010, il est précisé que les transactions présentant une importance significative éventuellement conclues avec des parties liées le sont à des conditions normales de marché.

Les transactions effectuées par la société avec des filiales qu'elle détient en totalité ou entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère ne sont pas visées par ces dispositions.

NOTE 15 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Information en matière de crédit-bail

Néant.

Montant des engagements financiers hors crédit-bail

Engagements donnés en milliers d'Euro	Contrats	Autres	Engagements au 31/12/2021	Engagements au 31/12/2020
Avals et cautions	188 161	238	188 399	207 958
Total général	188 161	238	188 399	207 958

Engagements reçus en milliers d'Euro	Contrats	Autres	Engagements au 31/12/2021	Engagements au 31/12/2020
Avals et cautions	2 561		2 561	1 318
Total général	2 561		2 561	1 318

Les avals et cautions liés aux contrats concernent les garanties données au titre des contrats à l'exportation.

Le Groupe a signé une garantie « maison-mère » unique, conjointe et solidaire avec BAE Land Systems au bénéfice du Ministère de la Défense britannique (MOD) dans le cadre et pour la durée des contrats conclus par leur filiale CTA International avec le MOD. Cette garantie a été octroyée afin d'assurer la bonne exécution technique et industrielle des contrats conclus (engagement non chiffré dans le tableau ci-dessus).

L'information sur les commandes fermes n'est pas diffusée par obligation de confidentialité.

NOTE 16 – ENGAGEMENTS DE TRESORERIE**Instruments financiers de change**

La société gère le risque de change sur actifs et passifs financiers et sur les contrats long terme libellés en devises par des opérations de change à terme, des options classiques et des swaps de devises. Les engagements sur instruments financiers à terme au 31 décembre 2021 sont les suivants :

En milliers de devises	31/12/2021						31/12/2020	
	USD	AED	CHF	GBP	SEK	NOK	EUR (1)	EUR Rappel
Change à terme	5 599	13 999	1 118	3 066				
Change à terme contre-valeur en €	4 582	3 300	1 028	3 422			12 332	58 363

(1) Contre-valeur cours négociés

NOTE 17 – VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN - PARTICIPATION DES SALARIES - INFORMATIONS SOCIALES

Au 31 décembre 2021, l'effectif inscrit de la société est de 3 111 personnes, dont la répartition est la suivante :

Catégorie	Personnel sous Convention Collective	Personnel sous décret ou en service détaché	Total personnel rémunéré par la société	Personnel mis à disposition	Total général au 31/12/2021	Total général au 31/12/2020	Total inscrits au 31/12/2021
Effectif moyen cadres	1 702	8	1 710		1 710	1 542	1 775
Effectif moyen etam	813	61	874		874	812	915
Effectif moyen ouvriers	372	46	418		418	396	421
Effectif Opérationnel	2 887	115	3 002		3 002	2 750	3 111

- **Par catégorie** : 1 775 cadres, 915 ETAM et 421 ouvriers,
- **Par statut** : 105 personnes sous décret ou en service détaché et 3 006 personnes sous convention collective.

Conformément aux articles 51 et 106 de la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Les rémunérations allouées aux dirigeants de la société ne sont pas communiquées, car cela conduirait à indiquer indirectement les montants individuels de rémunération.

Un accord de participation des salariés au résultat a été signé le 30 juin 2021 entre Nexter Systems et ses filiales détenues à 100%. L'accord est basé sur la mutualisation des participations dégagées par chacune des sociétés du Groupe. Les sommes distribuées aux salariés des sociétés signataires sont constituées de la somme des participations dégagées par chacune des sociétés du Groupe.

La répartition entre les salariés est fonction de leur rémunération et de leur durée de présence dans leur société au cours de l'exercice.

Chaque société porte dans ses comptes la charge de participation calculée comme si elle était seule. La charge de participation de Nexter Systems s'élève au 31 décembre 2021 à 1,8 M€.

NOTE 18 – IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

La société KNDS, qui détient la société Nexter Systems à 100%, moins une action détenue par l'Agence des Participations de l'Etat au titre des actifs stratégiques :

KMW + Nexter Defense Systems NV
Gustav Mahlerlaan 1017
1082 MK Amsterdam
The Netherlands

consolide les comptes de la société Nexter Systems.